



Pacific
Community
Communauté
du Pacifique

Communauté du Pacifique Rapport annuel 2014

Communauté du Pacifique
Rapport annuel
.....
2014



Nouméa, Nouvelle-Calédonie, 2015

© Communauté du Pacifique (CPS) 2015

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. La Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais

Communauté du Pacifique, catalogage avant publication (CIP)

Rapport annuel de la Communauté du Pacifique : 2014 / Communauté du Pacifique

(Rapport annuel de la Communauté du Pacifique / Communauté du Pacifique)

ISSN : 0489-9598

1. Pacific Community — Periodicals.
2. Technical assistance — Oceania — Periodicals.

I. Titre II. Communauté du Pacifique III. Séries

341.246

AACR2

ISSN 0489-9598

Maquette et mise en page : Section publications de la CPS

Préparé pour la publication et imprimé par la Communauté du Pacifique

BP D5, 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie

2015

La CPS réduit son impact environnemental en utilisant Cocoon Offset.

Table des matières

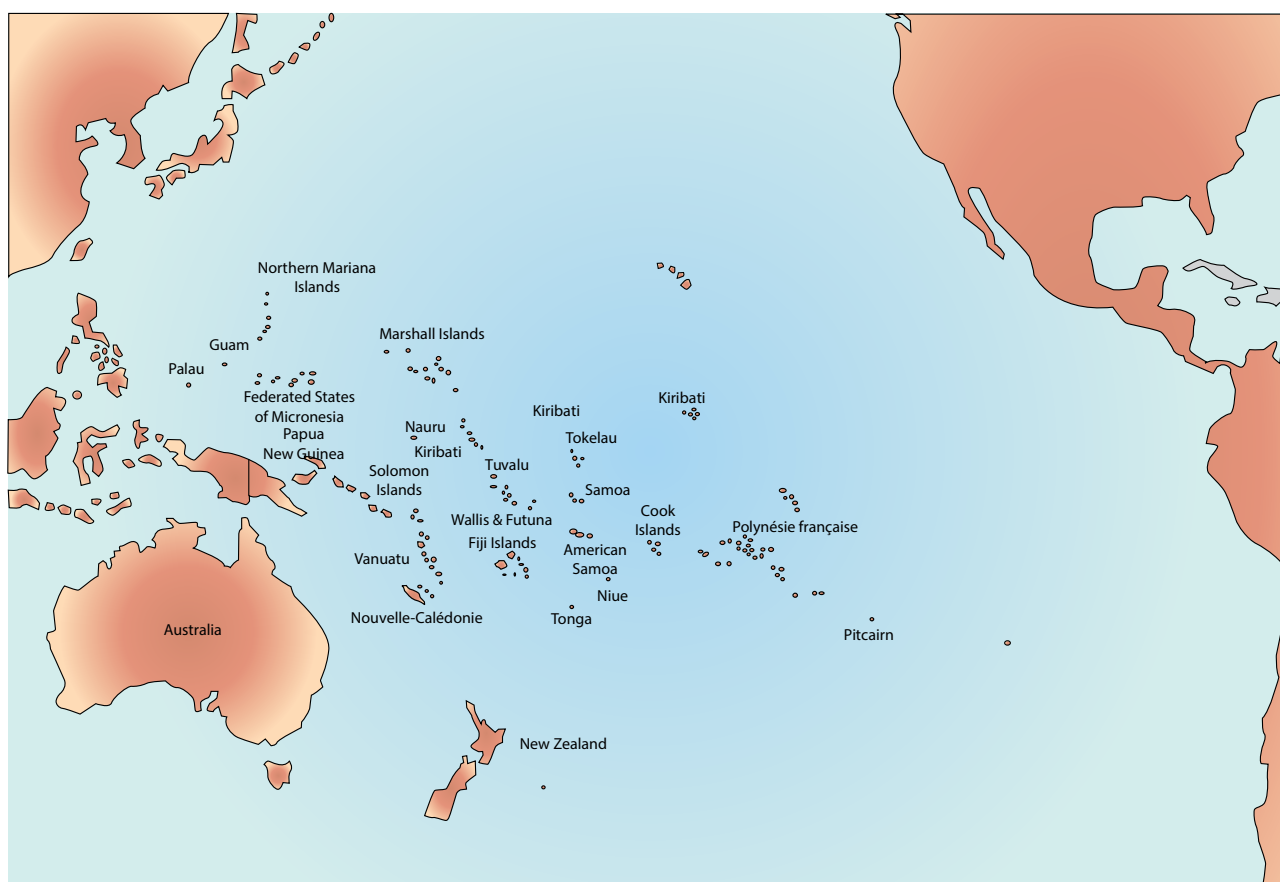
Remerciements	v
Avant-propos	1
Dialogue de haut niveau sur le changement climatique	2
Observateur permanent auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies	2
La quarante-quatrième session du CRGA en bref	3
Évaluation du dispositif de gouvernance	3
Égalité hommes-femmes	4
Membres de la Communauté du Pacifique	4
Approches plurisectorielles	4
Effectif de la CPS	5
Engagement du personnel	5
Réduction de l'empreinte carbone	5
Nos trois objectifs	6
Premier objectif : Croissance économique durable	6
Deuxième objectif : Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes	7
Troisième objectif : Les Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé	8
Bilan au 31 décembre 2014	13
État des recettes et des dépenses - fonds statutaires au 31 décembre 2014	14
État des flux de trésorerie au 31 décembre 2014	15
Annexes aux états financiers	16
Notes relatives aux méthodes comptables	46
Recettes par source de financement pour l'exercice 2014	51
Informations statistiques	53
État des dépenses par activité pour l'exercice 2014	54
État des dépenses par division pour l'exercice 2014	54
Caisse de prévoyance	58
Notes relatives aux méthodes comptables	61
Membres de la Communauté du Pacifique	62

Remerciements

La CPS est une organisation intergouvernementale qui œuvre en étroite collaboration avec ses membres : Australie, États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Guam, Îles Cook, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, et Wallis et Futuna. Nous tenons à les remercier pour leur soutien.

Nous remercions également nos principaux bailleurs de fonds pour leur généreuse contribution à la concrétisation des objectifs de développement de la région Pacifique :

Australie, Banque asiatique de développement, Banque mondiale, Commission des pêches du Pacifique occidental et central, Corée, États-Unis d'Amérique, Fonds pour l'environnement mondial, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, France, GIZ (Agence allemande de coopération internationale), Nouvelle-Zélande, ONU Femmes, Organisation maritime internationale, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Programme des Nations Unies pour le développement, Secrétariat du Commonwealth, Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique, et Union européenne.



Secrétariat général de la Communauté du Pacifique | spc@spc.int | www.spc.int

Siège : Noumea, Nouvelle-Calédonie | Antenne régionale des Fidji | Antenne régionale Pacifique Nord | Bureau de pays des Îles Salomon

Avant-propos

J'ai le plaisir de vous présenter le Rapport annuel 2014 du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique. Vous y trouverez un bref résumé des activités de cette année ainsi que les états financiers et le rapport des vérificateurs des comptes pour l'exercice considéré.

Le détail des activités menées par nos programmes figure dans le Rapport de résultats du programme de la CPS 2013-2014. Le prochain rapport de résultats sera publié au premier semestre 2016. Les activités de niveau national conduites par nos programmes en 2014 sont recensées dans les rapports-pays établis pour chacun de nos membres insulaires océaniques. Ces rapports font partie intégrante de notre dispositif de suivi-évaluation.

En 2014, nous avons amorcé un programme de réformes destiné à conforter le statut de la CPS en tant que principale organisation scientifique et technique au service du développement en Océanie. Dans ce contexte et dans l'optique générale d'améliorer l'efficacité et l'utilité du travail que nous menons au profit de nos pays membres, nous nous sommes notamment fixé l'objectif de mettre en place une approche programme intégrée permettant aux spécialistes

de différents secteurs de travailler ensemble sur les problématiques du développement tout en s'inscrivant dans une démarche pluridisciplinaire.

Nous avons choisi d'inaugurer cette approche intégrée sur deux dossiers thématiques prioritaires : changement climatique et réduction des risques de catastrophe, d'une part, et maladies non transmissibles et sécurité alimentaire, d'autre part. Si ces questions mettent clairement au défi la région, elles appellent également une action décloisonnée mettant à contribution l'ensemble de nos domaines d'intervention. Pour mettre en commun l'expertise de tous les programmes de la CPS, des groupes de travail ont été constitués en novembre 2014.

Toujours dans l'optique de renforcer l'efficacité de notre action et les résultats obtenus au regard des priorités des pays membres, nous avons également créé en 2014 une Unité d'appui aux programmes et un Comité de validation des projets. Cette nouvelle méthode de programmation, qui s'applique dès la rédaction de la note conceptuelle de projet, vise à améliorer la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes et projets à la CPS.

Ces réformes doivent également permettre à la CPS de se doter des outils nécessaires pour appuyer activement la participation des membres aux différents processus engagés sur la scène internationale. Pensons notamment aux Objectifs de développement durable, à la troisième Conférence internationale des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement (Samoa) et à son document final intitulé « Samoa, la Voie à suivre », ou encore à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) prévue fin 2015, qui vise

l'adoption d'un accord universel contraignant sur le climat. Si ces mécanismes internationaux ont d'importantes retombées pour la Communauté du Pacifique, ils ouvrent aussi de grandes perspectives en matière de développement.

À l'échelle régionale, le Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique, approuvé par les dirigeants océaniques en 2014, est en résonance directe avec notre travail et notre façon de collaborer avec les organisations membres du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP), surtout lorsqu'il est question de mieux coordonner l'élaboration des politiques et l'offre de services à travers la région.

Nous avons également le plaisir de vous annoncer que pour la dix-neuvième année consécutive, les vérificateurs indépendants ont approuvé sans réserve les comptes de la CPS.

Le Comité d'audit et des risques, mis en place par notre organe directeur, s'est réuni à trois reprises en 2014 et, au cours de l'année, il a adopté un cadre d'assurance qualité structurant la fonction d'audit interne et la gestion des risques, un plan stratégique de gestion des risques, et un plan d'audit interne et de gestion des risques précisant la portée de la fonction d'audit pour les trois prochaines années. Le Comité s'est également penché sur le texte révisé du Règlement financier de la CPS. Nous tenons ici à remercier le Comité d'audit et des risques qui a su mener sa mission indépendante de supervision et de conseil, ainsi que l'Australie, qui n'a de cesse d'appuyer cet important mécanisme.

Le financement pérenne des futures activités de la CPS est une équation que l'on ne pourra résoudre sans une évaluation méticuleuse des priorités. Cette équation, nous cherchons activement à la réécrire, notamment en mettant davantage l'accent sur des partenariats durables. Les nouvelles conventions de partenariat signées en 2014 avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont permis d'assouplir les modalités de financement et de les rendre plus prévisibles ; elles contribuent aussi à l'efficacité de l'aide, en ce sens qu'elles permettent des approches de long terme, qui s'adaptent mieux aux priorités et aux capacités des pays que les approches projet.

Notons que c'est avant tout le climat de confiance et de coopération qui prévaut entre les membres de la Communauté du Pacifique et leur Secrétariat général qui détermine l'efficacité de notre action. À ce titre, il figurera au premier plan de notre nouveau Plan stratégique 2016-2020, établi en étroite concertation avec les membres.

Enfin, je tiens à remercier le personnel de la CPS pour son engagement et son dévouement, et à saluer le soutien que leur témoignent l'ensemble des membres de la Communauté du Pacifique et leurs partenaires. Sans leur généreux concours, nous ne pourrions continuer de proposer notre expertise, notre savoir et nos services scientifiques et techniques aux populations insulaires de l'ensemble de la région Pacifique.



Colin Tukuitonga, Directeur général

Dialogue de haut niveau sur le changement climatique



Le Président français, M. François Hollande, et les chefs d'État et de gouvernement de plusieurs pays insulaires du Pacifique ont pris part au Dialogue de haut niveau sur le changement climatique qui s'est tenu au siège de la Communauté du Pacifique, à Nouméa, le 17 novembre 2014. Cette visite était la première effectuée à la CPS par un président de la République française.

Le dialogue qui s'est ouvert sur les remarques liminaires du Président a permis aux dirigeants du Pacifique de faire entendre leurs points de vue près d'un an avant la tenue de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, que la France accueillera à Paris en décembre 2015 (« COP21 ») et qui devrait déboucher sur l'adoption d'un nouvel accord universel sur le climat.

Le dialogue a réuni le Premier ministre des Îles Cook, le Président de Kiribati, le Premier ministre de Niue, la Présidente du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, le Président de la Polynésie française, le Premier ministre de Tuvalu, le Premier ministre de Vanuatu, l'Administrateur supérieur de Wallis et Futuna, ainsi que plusieurs ministres et représentants de gouvernements océaniques. Le ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, la ministre des Outre-mer, et l'Envoyé spécial du Président de la République pour la protection de la planète se sont également associés à ces travaux afin d'examiner les défis particuliers que font naître les changements climatiques en Océanie.

Les dirigeants océaniques ont remercié la France du soutien qu'elle apporte au Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, en saluant tout particulièrement la décision annoncée par le Président de la République de mettre à la disposition de la CPS un expert technique international de haut vol chargé de diriger le Programme durabilité environnementale et changement climatique dès 2015.

Ils ont également salué l'engagement de la France en faveur du succès de la COP21 ainsi que sa reconnaissance de la menace particulière que représente le changement climatique pour l'Océanie, et ils se sont engagés à appuyer la conclusion d'un accord juridiquement contraignant à la Conférence de Paris. Ils ont toutefois souligné la nécessité de trouver plus que jamais un juste équilibre entre stratégies d'atténuation et stratégies d'adaptation au changement climatique.

Étaient également représentés des partenaires du développement, dont l'Agence française de développement (AFD), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et l'Union européenne, ainsi que des organisations régionales du Pacifique, dont l'Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique (FFA), le Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique (FIP) et le Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement (PROE).



Observateur permanent auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies

La CPS s'est vu accorder officiellement le statut d'observateur permanent auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies, par la voie d'une résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2014. La catégorie des observateurs permanents auprès des Nations Unies comprend les États non membres de l'ONU, ainsi que les organisations régionales et internationales.

Cette résolution qui permet désormais à la Communauté du Pacifique de participer en qualité d'observateur aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale a été présentée par la délégation fidjienne, dans le droit fil d'une décision prise lors de la huitième Conférence de la Communauté du Pacifique, tenue en novembre 2013 et présidée par les Fidji.

En sa qualité d'observateur, la CPS peut ainsi présenter des déclarations devant cette grande instance. Le Directeur général, M. Colin Tukuitonga, a indiqué que ce statut nouvellement acquis était une avancée majeure pour la Communauté du Pacifique, lui offrant désormais la possibilité de s'assurer que les difficultés uniques que rencontrent

les États et Territoires insulaires océaniques sur le front du développement sont bien comprises par la communauté internationale et intégrées dans la prise de décision.

La quarante-quatrième session du CRGA en bref

La quarante-quatrième session du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA) s'est déroulée au siège de la CPS, du 4 au 7 novembre 2014.

Cette quarante-quatrième session du CRGA était plus interactive que les précédentes. Ce changement de cap a remporté l'adhésion des participants, comme en témoigne leur évaluation favorable de l'organisation, du programme et des travaux de la session.

Les projecteurs étaient braqués sur les résultats et l'impact de l'action menée par la CPS, au cœur du premier Rapport de résultats du programme de la CPS présenté au CRGA. Fil conducteur du rapport, ce souci du résultat marque un virage important dans les efforts déployés par la CPS pour accroître l'efficacité de l'aide qu'elle fournit à l'appui du développement des membres, qui s'est notamment traduit par l'adoption d'une approche pluridisciplinaire sur des problématiques complexes, telles que les maladies non transmissibles, le changement climatique et les risques de catastrophe.



Évaluation du dispositif de gouvernance



La session a été tout particulièrement marquée par l'adoption des recommandations de l'évaluation du dispositif de gouvernance de la CPS, conduite en 2014 par un groupe de travail composé de 11 États et Territoires membres. Le rapport prévoit notamment la refonte du dispositif actuel de gouvernance afin d'améliorer l'efficacité du CRGA, la création de sous-comités favorisant un plus grand engagement de la part des membres, et l'insertion de la CPS dans son espace institutionnel régional.

Égalité hommes-femmes

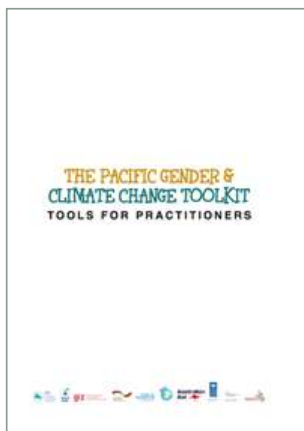


La CPS a prouvé son engagement en faveur de relations égalitaires entre femmes et hommes à l'occasion du lancement de deux initiatives.

Lors de la séance d'ouverture du CRGA, le Directeur général a ainsi lancé la campagne du ruban blanc à la CPS. Cette campagne internationale est le fruit d'un mouvement emmené par des hommes pour mettre fin aux violences faites aux femmes. Rappelant que, dans le Pacifique comme dans le reste du monde, les violences faites aux femmes et aux filles sont l'une des formes les plus insidieuses d'inégalité, M. Tukuitonga a invité l'ensemble des participants et agents de la CPS de sexe masculin à signer une déclaration par laquelle ils s'engagent à ne jamais commettre, tolérer ou passer sous silence des actes de violence perpétrés à l'égard des femmes. Afin d'aiguiser la conscience et la compréhension de ses équipes sur la problématique de la violence sexuelle et sexiste, la CPS met actuellement en œuvre des politiques révisées et ouvre des espaces d'échange et de formation destinés à ses agents et à leur entourage.

Le lancement de la Boîte à outils océanienne sur le genre et le changement climatique a mis en exergue les effets pluridimensionnels du changement climatique, ainsi que la nécessité de placer l'humain au cœur des stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Conçue par la CPS et la GIZ, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ONU Femmes et le Secrétariat du Programme

régional océanien de l'environnement (PROE), la Boîte à outils aidera les pays à élaborer des stratégies climatiques inclusives et sensibles au genre.



Approches plurisectorielles



Maladies non transmissibles (MNT) – Lors du débat thématique sur la crise des MNT dans le Pacifique, le CRGA a reconnu que le cadre de vie jouait pour beaucoup dans le développement de ces maladies et qu'il était aujourd'hui nécessaire d'engager des approches plurisectorielles, associant tous les grands secteurs concernés et favorisant une « intégration de la santé dans toutes les politiques ». Le CRGA a défendu le rôle moteur joué par la CPS dans la mise en place du Partenariat océanien contre les MNT, dont la mission est de renforcer les capacités et les compétences et de les mobiliser au profit des États et Territoires insulaires océaniques. Il a également apporté son soutien, d'une part, à la feuille de route relative aux MNT, élaborée suite aux appels lancés par les ministres de l'Économie des pays membres du Forum en faveur d'une réponse économique aux MNT, et, d'autre part, au groupe de travail interdivisions de la CPS sur les MNT et la sécurité alimentaire institué pour consolider cette démarche plurisectorielle.

Intégration des questions de santé aux politiques publiques



Changement climatique et catastrophes – Le CRGA a pris acte des vastes consultations menées par le comité de pilotage régional et de l'avancement des travaux de rédaction de la stratégie en faveur d'un développement résilient aux risques climatiques et aux catastrophes dans le Pacifique, nouvel instrument stratégique régional qui devrait renforcer la résilience des populations insulaires océaniques en privilégiant une gestion intégrée du changement climatique et des risques de catastrophe. Cela dit, le CRGA a fait savoir que la prochaine mouture de la stratégie devrait tenir compte des inquiétudes soulevées par les membres de la CPS, notamment sur les questions de gouvernance, les modalités de mise en œuvre, la coopération entre les différentes organisations et l'utilisation optimale des ressources.

Membres de la Communauté du Pacifique

Le CRGA a accueilli favorablement la déclaration prononcée par le Timor-Leste, réaffirmant son souhait de devenir membre de la Communauté du Pacifique, et a approuvé la procédure établie pour l'admission de nouveaux membres. Ainsi, le Gouvernement du Timor-Leste a été officiellement invité à devenir membre de la Communauté du Pacifique et a été informé de la procédure à suivre pour adhérer à la Convention de Canberra, condition préalable à l'obtention du statut de Gouvernement membre.

Le CRGA a par ailleurs accepté la proposition du Secrétariat général d'étudier les conditions d'octroi du statut d'observateur permanent aux États et organisations intergouvernementales intéressés et a approuvé la mise en chantier d'un projet de politique sur le statut d'observateur permanent, en vue de son examen à la quarante-cinquième session du CRGA.



Effectif de la CPS

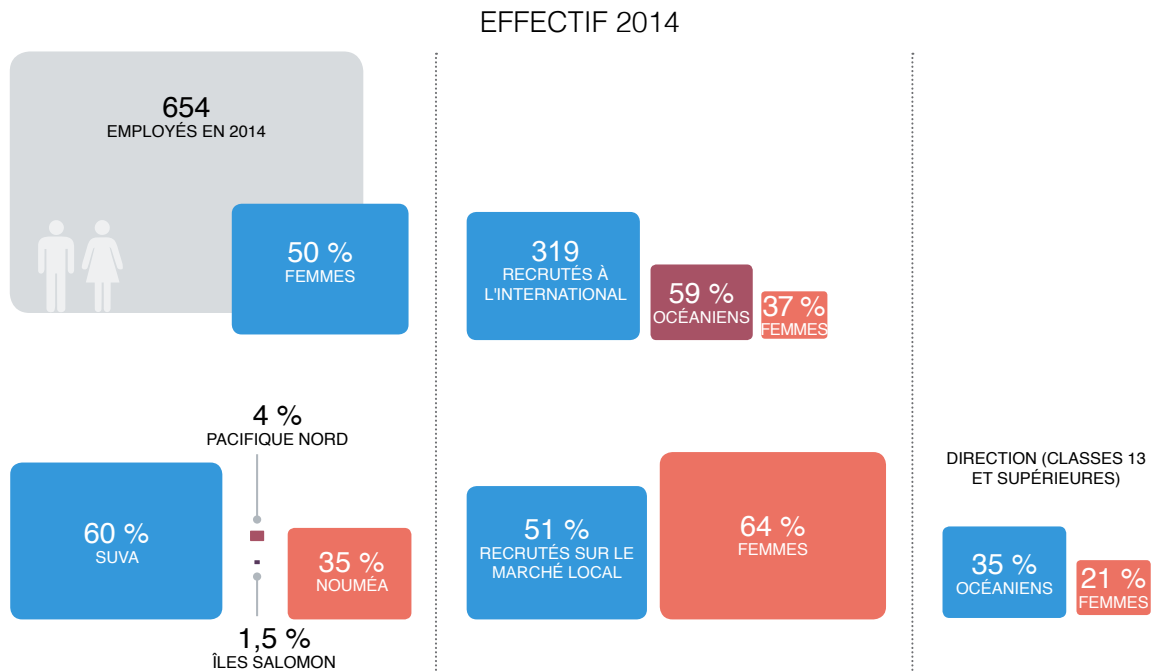
À la fin 2014, la CPS employait 654 personnes et comptait 50 % de femmes dans son effectif. Les agents recrutés à l'international représentaient 49 % du total, soit 319 agents. On trouvait dans cette catégorie de personnel 37 % de femmes et 59 % d'Océaniens, contre 64 % de femmes au sein du personnel local.

La direction de la CPS (classes 13 et supérieures) comptait 21 % de femmes et 35 % d'Océaniens. Le siège de Nouméa accueillait 227 agents (35 %), contre 388 à l'Antenne régionale de Suva (60 %) et 22 agents (4 %) à l'Antenne régionale Pacifique Nord à Pohnpei. Le Bureau de pays des Îles Salomon à Honiara employait 10 agents (1,5 %) et sept membres du personnel étaient détachés dans d'autres pays de la région.

Engagement du personnel

Une enquête sur l'engagement du personnel réalisée au moyen de la méthode d'enquête internationale Gallup Q12 a révélé que, par rapport à d'autres organisations similaires, la CPS pouvait compter sur un personnel fortement engagé envers l'institution. En revanche, l'absence de perspectives de formation et d'évolution professionnelle était un motif de mécontentement. Ce baromètre interne sera réalisé à intervalles réguliers pour mesurer l'évolution de la satisfaction du personnel.

Fidélisation et perfectionnement du personnel – Le CRGA a approuvé les projets prévus pour le renforcement de nos systèmes de recrutement, de fidélisation et de perfectionnement des talents, éléments charnières de la réussite future de l'action de la CPS. À ce titre, la règle des six ans actuellement appliquée aux contrats du personnel sera assouplie afin de réduire le nombre de départs prématurés et des crédits accrus seront réservés à la formation et au perfectionnement du personnel.



Réduction de l'empreinte carbone

Fin 2012, la CPS s'est fixé l'objectif de réduire d'ici la fin 2016 ses émissions de gaz à effet de serre de 30 % par rapport à son niveau d'émission de 2011. Le programme de réduction des émissions fait partie de la Stratégie d'engagement de la CPS sur le changement climatique, adoptée par notre organe directeur en novembre 2011. Au titre de la Stratégie, la CPS a dressé un inventaire de ses émissions de gaz à effet de serre et nous avons lancé des mesures de réduction de notre empreinte carbone. Cet inventaire réalisé pour l'ensemble de nos bureaux et activités a été guidé par les directives internationales applicables à la quantification des émissions.

Au cours des deux premières années d'application du programme de réduction des émissions, nous nous sommes rapprochés de notre objectif. Au total, l'empreinte carbone de l'Organisation a été réduite d'environ 12,5 % (l'équivalent de plus de 220 tonnes de dioxyde de carbone par an), alors que la CPS ne cesse de s'agrandir, que ce soit en termes d'effectif ou d'activités, depuis 2011, année de référence pour la mesure des baisses d'émissions. Le gros de ces réductions a été obtenu grâce à des mesures de gestion élémentaires. Des mesures de plus grande ampleur, comme la révision des systèmes de climatisation de bureau, sont en prévision ou en cours de mise en œuvre, et permettront d'opérer de nouvelles réductions.

Nos trois objectifs

La CPS met son action au service de trois objectifs de développement étroitement imbriqués.

1. La région du Pacifique et ses peuples profitent d'une croissance économique inclusive et durable.
2. Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes.
3. Les Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé.

Premier objectif : Croissance économique durable

En 2014, la CPS a contribué à la concrétisation de cet objectif de développement par divers résultats clés, notamment dans les domaines suivants :

Gestion des ressources naturelles : En tant que centre régional de recherche scientifique et d'information sur la pêche thonière, la CPS recueille et analyse des données sur les ressources hauturières afin de dispenser des avis scientifiques aux pays et aux organisations sous-régionales et régionales et de leur permettre ainsi de formuler des mesures appropriées de conservation et de gestion. Elle contribue également au renforcement des capacités des pays dans de nombreux domaines, et continue de gérer les collections de données régionales sur les thonidés au moyen du système de gestion des bases de données sur la pêche thonière. Les ressources halieutiques constituent la plus vaste richesse renouvelable du Pacifique, de même qu'une importante source d'emplois et de recettes.

Gestion des ressources terrestres, agricoles et forestières : En développant les capacités existantes en matière d'élaboration de politiques, d'analyse économique et de conseil technique sur les pratiques forestières et agricoles, la CPS a contribué à une gestion plus efficace des ressources.

Ressources minérales des grands fonds marins : À condition qu'elles soient gérées de manière appropriée et durable, les ressources minérales des grands fonds marins offrent de nouvelles perspectives économiques qui pourraient être synonymes de grande prospérité économique. La CPS a contribué à jeter les bases de cette gestion avisée en livrant des avis juridiques et stratégiques qui ont été adoptés par les États et Territoires insulaires océaniques.

Limites maritimes : La délimitation maritime permet une meilleure gouvernance de l'océan et favorise la gestion des ressources situées dans les limites des juridictions nationales. Par son assistance technique et la fourniture de données, la CPS aide les pays océaniques à tracer les limites de leurs eaux territoriales et à protéger leurs ressources naturelles. À ce jour, 58 % des limites maritimes ont été définies dans la région.

Exportations à destination des marchés internationaux
La CPS a apporté son aide à 42 petites et moyennes entreprises forestières, agricoles et aquacoles de 15 pays insulaires océaniques dans différents domaines allant de la production à la commercialisation, en passant par la transformation et la valorisation des produits. Elle a également fourni une assistance technique sur deux dossiers stratégiques : la protection phytosanitaire et la

biosécurité. Ces interventions ont contribué à créer des emplois, à accroître les recettes d'exportation et à ouvrir de nouveaux débouchés sur les marchés.

Main-d'œuvre qualifiée : La CPS a joué un rôle déterminant dans l'analyse comparative des qualifications nationales, la reconnaissance des qualifications océaniques au niveau international et l'intégration dans les systèmes nationaux d'éducation du brevet océanique de fin d'études secondaires (sixième année du cycle secondaire). Ces avancées contribuent à accroître la mobilité de la main-d'œuvre, la responsabilité des pays et leur investissement dans les systèmes éducatifs.

Infrastructures – transports : Il est essentiel de disposer d'infrastructures solides si l'on veut enclencher les leviers de la croissance économique.

En étroite concertation avec les pouvoirs publics et le secteur privé, la CPS a largement contribué à renforcer la fiabilité et l'accessibilité économique des transports maritimes dans quatre États insulaires par le biais de la création de la Commission des transports maritimes du Pacifique central. L'assistance technique fournie par l'Organisation a aussi participé à l'efficacité et à la sécurité des expéditions maritimes, à la sûreté et à la sécurité des gens de mer, ainsi qu'au maintien de la conformité avec les règles internationales.

Infrastructures – énergie : Pour favoriser l'accès à une énergie fiable et abordable, la CPS a travaillé avec six États et Territoires insulaires océaniques à l'élaboration de plans nationaux de développement énergétique, ainsi que de lois et réglementations visant à créer un climat propice à l'intensification du développement économique et social.

Utilisation de données à l'appui de politiques avisées : La CPS a apporté son concours technique à la collecte et à l'analyse de données statistiques solides afin de permettre l'élaboration de politiques fondées sur des faits, une condition indispensable à la croissance et au développement économiques de la région tout entière. La base de données statistiques régionale, créée et administrée par la CPS, comprend quelque 200 indicateurs relatifs aux secteurs stratégiques des pays insulaires océaniques, et a largement contribué à améliorer la comparabilité des données dans l'ensemble de la région.



Deuxième objectif : Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes

La CPS a contribué à la concrétisation de cet objectif de développement par divers résultats clés, notamment dans les domaines suivants :

Droits de la personne : Pour accompagner les États et Territoires insulaires océaniques sur la voie d'un développement durable et inclusif, la CPS, en collaboration avec les partenaires du développement, a aidé six pays à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'Exercice périodique universel des Nations Unies, à savoir à présenter leurs rapports sur l'application des principes touchant aux droits de la personne. Ses multiples actions de formation ont en outre favorisé le développement des capacités nationales et la bonne gouvernance.

Autonomisation des femmes et protection contre la violence : Par son soutien législatif spécialisé, ses états des lieux sur l'intégration transversale de la dimension de genre, ses activités de sensibilisation et ses interventions ad hoc, la CPS a joué un rôle décisif dans l'évolution des politiques, plans et programmes publics et a aidé les membres à concrétiser leur engagement en faveur de réformes législatives propres à mieux protéger les femmes et les enfants contre la violence. Cette action a conduit à l'adoption de lois sur la protection de la famille dans trois pays insulaires océaniques, et des consultations nationales sont en cours dans un quatrième pays.

Résilience aux catastrophes et aux effets du changement climatique : La CPS a dirigé l'élaboration de la stratégie en faveur d'un développement résilient aux risques climatiques et aux catastrophes dans le Pacifique. Elle a réussi à mobiliser 19 millions d'euros supplémentaires pour aider les pays insulaires océaniques à développer leurs capacités de préparation, de réponse opérationnelle et de relèvement face aux catastrophes et aux effets du changement climatique. De plus, la CPS a travaillé en étroite collaboration avec les États et Territoires de la région afin de cibler les vulnérabilités uniques de chaque territoire face aux risques naturels.

L'un des grands principes d'action de la CPS consiste à tirer parti de sa capacité d'intervention plurisectorielle, avantage comparatif qui lui permet d'agir sur plusieurs fronts de façon intégrée pour renforcer la résilience des communautés au changement climatique et aux catastrophes. C'est ainsi qu'elle travaille auprès de 11 pays de la région, dans le cadre d'une démarche écosystémique et communautaire qui rassemble les pouvoirs publics et d'autres partenaires appartenant à l'ensemble des secteurs d'activité qui ont une incidence sur les pêcheries côtières.

Cette action communautaire plurisectorielle, conduite « de la montagne au récif », a permis aux femmes et aux jeunes de s'armer des outils nécessaires pour participer plus activement à la gestion des pêcheries.

À l'aide des géosciences appliquées, la CPS a apporté une assistance pratique d'ordre technique et scientifique pour s'attaquer aux défis posés par le changement climatique et les catastrophes, notamment dans les domaines suivants : évaluation des risques d'inondation en zone côtière ; systèmes d'information géographique (SIG) et techniques de télédétection au service du relèvement et de la réhabilitation ; et recherches scientifiques et analyse des incidences du changement climatique sur les stocks de thonidés, les pêcheries côtières et l'aquaculture.

Amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance : Afin de renforcer la sécurité alimentaire, aujourd'hui menacée par le changement climatique et les risques de catastrophe, le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique de la CPS (CePaCT) conserve et distribue des ressources phytogénétiques et des variétés culturelles améliorées, notamment des variétés traditionnelles riches en nutriments, résistantes aux catastrophes et climato-résistantes. Une grande quantité de matériel végétal a été distribuée dans seize États et Territoires de la région. Par ailleurs, grâce à l'établissement de banques de gènes en champ, la CPS aide les communautés à se relever en cas de catastrophe.

Pêcheries côtières : La CPS a joué un rôle clé dans la mise en place d'approches de gestion communautaire au sein des communautés du littoral, dans le renforcement des capacités institutionnelles et humaines, ainsi que dans la conduite d'évaluations et d'inventaires des ressources côtières et des habitats. Ces travaux facilitent l'élaboration de politiques stratégiques, en particulier les plans et les règles de gestion des pêcheries côtières et les mesures d'adaptation au changement climatique. La CPS a appuyé la diversification des moyens de subsistance et le renforcement de la sécurité alimentaire, et a collaboré avec les pouvoirs publics et les entreprises locales de six pays insulaires océaniques au développement de filières aquacoles, dans le droit fil de la stratégie régionale en matière d'aquaculture.

Troisième objectif : Les Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé.

La CPS a contribué à la concrétisation de cet objectif de développement par divers résultats clés, notamment dans les domaines suivants :

Santé : Dans le cadre des actions menées en vue de répondre de manière optimale aux problèmes de santé publique régionaux, la CPS a joué un rôle de premier plan dans le renforcement de la coordination régionale, notamment avec l'élaboration du Cadre océanien pour le développement de la santé 2014-2018, du Partenariat océanien contre les MNT, et du Programme commun pour la santé et le bien-être sexuels dans le Pacifique 2015-2019. Grâce à son aide, 11 États et Territoires insulaires océaniques sont désormais en mesure d'appliquer pleinement la stratégie globale de prévention et de lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) recommandée dans le Pacifique. S'agissant de la lutte contre les MNT, quatre États et Territoires de la région ont relevé les taxes sur le tabac, et certains ont aussi introduit une taxe sur les boissons contenant du sucre ajouté et sur d'autres produits nocifs pour la santé. La CPS continue d'assurer la coordination du Réseau océanien de surveillance de la santé publique (ROSSP) qui offre un service régional essentiel de détection et de réponse rapides en cas d'épidémie. Pour renforcer les capacités épidémiologiques, la CPS a piloté la mise en place, à l'Université nationale des Fidji, d'un programme de formation accrédité, qui, depuis sa création en août 2013, a déjà été suivi par 86 professionnels de santé originaires de huit États et Territoires insulaires océaniques. Elle continue par ailleurs de gérer les enveloppes régionales allouées au secteur de la santé. Ce système d'enveloppe globale permet aux États et Territoires de bénéficier de grands programmes de financement tels que les subventions multi-pays du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Eau et assainissement : En vue d'améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, la CPS a prêté son concours à 14 pays insulaires océaniques et à différents partenaires du développement pour la mise en œuvre du Programme de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans le Pacifique. Dans ce cadre, l'accès à l'eau

et à l'assainissement a été renforcé à l'échelon local, et 13 États et Territoires ont préparé des plans d'action stratégiques nationaux de GIRE, dont la plupart ont été approuvés par leur exécutif. Le Programme GIRE a aussi beaucoup fait pour renforcer les capacités et pérenniser les mesures engagées au plan national et régional, grâce au développement des compétences, au jumelage de programmes et au partage de l'information et des connaissances dans l'ensemble de la région.

Statistiques sociales : La CPS a collaboré avec 14 États et Territoires insulaires océaniques à l'évaluation des registres et des statistiques de l'état civil et à la définition des lacunes sur lesquelles il convient de travailler en priorité dans chaque pays. Des résultats concrets peuvent d'ores et déjà être observés, comme en témoigne l'amélioration de l'enregistrement des naissances dans certains pays. La CPS travaille également avec les pays insulaires océaniques et les partenaires du développement pour améliorer les statistiques et les systèmes d'information sur la gestion de l'éducation.

Lecture, écriture et calcul : La CPS a collaboré avec les États et Territoires de la région pour mettre au point et lancer une nouvelle évaluation comparative régionale des compétences en lecture, écriture et calcul, ainsi qu'un nouveau système d'analyse comparative des systèmes éducatifs. Ces outils livrent de précieuses informations sur l'éducation aux échelons national et régional, dont les décideurs, les directions d'établissements scolaires et les enseignants peuvent s'inspirer pour planifier et mettre en œuvre des interventions visant à relever les niveaux d'aptitude à la lecture, à l'écriture et au calcul dans la région.

Épanouissement de la culture : La CPS a appuyé le renforcement du secteur culturel dans l'ensemble du Pacifique, en favorisant l'élaboration et l'application de politiques culturelles nationales et en travaillant en étroite collaboration avec le Conseil des arts et de la culture du Pacifique.



ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORTS DES VÉRIFICATEURS
DES COMPTES POUR L'EXERCICE 2014 (EN UCOM*)

* 1 UCOM = 100 CFP



AMK/LK/A15.0979

RAPPORT DE VÉRIFICATION INDÉPENDANTE DES COMPTES À L'ORGANE DIRECTEUR DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

Nous avons contrôlé les comptes annuels du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (« CPS ») joints au présent rapport, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2014, l'état des recettes et des dépenses, et l'état des mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales procédures comptables et d'autres notes annexes.

Responsabilité du Directeur général au regard des états financiers

Le Directeur général de la CPS est tenu d'élaborer et de présenter fidèlement les comptes annuels, conformément aux articles 38 à 40 du Règlement financier de l'Organisation. A ce titre, il doit mettre en œuvre et veiller à l'application du dispositif de contrôle interne relatif à l'élaboration et à la présentation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives commises par fraude ou par erreur, choisir et appliquer les procédures comptables appropriées et procéder à des estimations comptables raisonnables au vu des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer notre opinion sur ces comptes. Nous avons conduit notre audit conformément aux normes internationales d'audit et aux articles 41 à 46 du Règlement financier de la CPS. Selon ces normes et ces articles, nous sommes tenus de respecter les règles éthiques relatives à l'audit des comptes, et de planifier et de réaliser cet audit de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Pour déterminer les procédures l'auditeur met en œuvre son jugement professionnel après évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers, commises par fraude ou par erreur. Pour évaluer ces risques, le vérificateur examine le contrôle interne applicable à la préparation et à la présentation fidèle des états financiers de l'organisation, afin de concevoir des procédures de vérification appropriées au contexte, mais non pour se prononcer sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisation pris séparément. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

PricewaterhouseCoopers Audit Calédonie, 6 rue Jean Jaurès, B.P. 4049 - 98846 NOUMEA Nouvelle-Calédonie
T : +687 286100, F : +687 286199, nccontacts@nc.pwc.com

Société de Commissaires aux comptes, Membre de la Compagnie Régionale de Nouméa, RCS Nouméa B 329862 - Ridet 329862.001



Opinion sur les comptes

À notre avis,

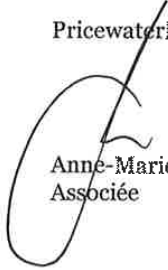
- a) les états financiers du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique ont été préparés dans tous leurs aspects significatifs pour présenter la situation financière de l'Organisation au 31 décembre 2014, ainsi que ses résultats pour l'exercice s'achevant à cette date, en conformité avec les articles 38 à 40 du Règlement financier de l'Organisation ; et
- b) les registres comptables ont été tenus conformément à l'article 38 du Règlement financier de l'Organisation.

Autres Informations

Excepté la vérification indépendante des comptes de l'Organisation (dont celle des projets), nous ne fournissons aucun autre service au Secrétariat général de la Communauté du Pacifique.

Nouméa, le 4 septembre 2015

PricewaterhouseCoopers Audit Calédonie



Anne-Marie Klotz
Associée

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM)

ACTIF	COMMENTAIRES	2014	2013
ACTIF À COURT TERME			
Compte de caisse et comptes bancaires	1	50 033 488	46 778 835
Dépôts à terme	1	8 157 670	12 731 978
Contributions statutaires à recevoir	5	1 727 050	585 087
Fonds non statutaires à recevoir	15	3 960 114	4 020 667
Autres créances	2	3 109 525	5 635 732
Inventaire		570 282	511 004
		67 558 129	70 263 303
BIENS IMMOBILIERS INSTALLATIONS TECHNIQUES ET ÉQUIPEMENTS			
Biens immobiliers installations techniques et équipement - valeur	6	57 828 130	53 361 576
Moins amortissement cumulé	6	23 515 516	21 204 842
		34 312 614	32 156 734
TOTAL ACTIF		101 870 743	102 420 037
PASSIF			
PASSIF À COURT TERME			
Effets à payer compte de régularisation et provisions	3	8 279 772	11 564 896
Contributions statutaires (versements anticipés)	5	57 754	34 840
Fonds non statutaires inemployés	15	52 711 188	53 570 173
Emprunt	9	420 770	291 045
		61 469 484	65 460 954
PASSIF À LONG TERME			
Crédit reporté	7	27 605 230	27 441 110
Emprunt	9	6 286 812	4 424 779
		33 892 042	31 865 889
TOTAL PASSIF		95 361 526	97 326 843
ACTIF NET		6 509 217	5 093 194
SOIT :			
Réserve générale	10	4 911 200	3 614 497
Fonds particuliers	11	723 763	1 030 643
Fonds spéciaux	12	874 254	448 054
TOTAL RÉSERVES		6 509 217	5 093 194

Les annexes et notes relatives aux méthodes comptables font partie intégrante des présents états financiers.

Pour le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique



Colin Tukuitonga
DIRECTEUR GÉNÉRAL



Cameron Diver
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT (Direction
opérations et gestion)

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES - FONDS STATUTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM)

	COMMENTAIRES	2014	BUDGET RECTIFICATIF 2014	ÉCART 2014	2013
RECETTES ET TRANSFERTS					
Contributions statutaires et subventions spéciales	13	11 431 265	11 431 265	-	10 693 900
Contributions volontaires des pays membres		8 193 920	13 252 920	(5 059 000)	10 613 900
Recettes diverses et transferts	4	6 740 746	6 156 815	583 931	3 822 019
TOTAL RECETTES ET TRANSFERTS		26 365 931	30 841 000	-4 475 069	25 129 819
DÉPENSES					
Administration :					
Bureau du Directeur général		3 572 826	3 702 200	(129 374)	2 455 500
Direction opérations et gestion		10 750 891	11 921 900	(1 171 009)	10 729 357
TOTAL ADMINISTRATION		14 323 717	15 624 100	(1 300 383)	13 184 857
Divisions :					
Géosciences et technologies appliquées		1 825 200	2 743 600	(918 400)	2 013 500
Développement économique		498 200	2 390 000	(1 891 800)	536 500
Éducation, formation et développement humain		1 699 257	1 938 400	(239 143)	2 501 400
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins		2 684 482	3 211 400	(526 918)	2 911 100
Ressources terrestres		1 647 200	2 055 400	(408 200)	1 642 000
Santé publique		1 168 673	1 676 800	(508 127)	1 226 100
Statistique pour le développement		1 003 083	1 201 300	(198 217)	1 063 100
TOTAL DIVISIONS		10 526 095	15 216 900	(4 690 805)	11 893 700
Autres		239	-	239	946
TOTAL DÉPENSES AVANT AJUSTEMENT ET AMORTISSEMENTS		24 850 051	30 841 000	(5 990 949)	25 079 503
EXCÉDENT/(DÉFICIT) DE L'EXERCICE		1 515 880	-	1 515 880	50 316
Moins - amortissement		(1 869 488)			(1 845 704)
Plus - transfert du crédit reporté		1 869 488			1 845 704
Moins - recettes virées au poste Crédit reporté		(3 843 671)			(2 823 894)
Plus - dépenses virées au poste Dépenses d'équipement		3 843 671			2 823 894
Moins solde reporté des réserves cumulées - Ajustements de change		(219 177)			(131 572)
Plus solde reporté des réserves cumulées		3 614 497			3 695 753
TOTAL RÉSERVES CUMULÉES		4 911 200			3 614 497
Moins - fonds approuvés aux fonds particuliers		-			
TOTAL RÉSERVES GÉNÉRALES INSCRITES AU BILAN		4 911 200			3 614 497

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM)

	COMMENTAIRES	2014	2013
FLUX DE TRÉSORERIE DES POSTES D'EXPLOITATION			
RENTRÉES :			
Contributions des membres		28 614 714	71 172 120
Contributions des non membres		36 321 525	51 012 811
Loyers perçus		2 364 125	2 180 841
Ventes de l'économat		899 053	776 648
Intérêts		230 077	481 100
Autres		-	-
		68 429 494	125 623 520
SORTIES :			
Salaires et coûts annexes		(33 294 445)	(31 869 135)
Autres frais d'exploitation		(29 774 055)	(87 252 772)
Dépenses liées à l'immobilier		(1 981 663)	(2 055 257)
Achats de l'Économat		(855 315)	(804 056)
		(65 905 478)	(121 981 220)
FLUX DE TRÉSORERIE NET DES POSTES D'EXPLOITATION	8	2 524 016	3 642 300
FLUX DE TRÉSORERIE DES PLACEMENTS			
RENTRÉES :			
Cessions biens immobiliers installations techniques et équipements		-	-
SORTIES :			
Acquisitions biens immobiliers installations techniques et équipements		(3 843 671)	(2 823 894)
FLUX DE TRÉSORERIE NET DES PLACEMENTS		(3 843 671)	(2 823 894)
Augmentation nette des avoirs en caisse		(1 319 655)	818 406
Avoirs en caisse au début de l'exercice		59 510 813	58 692 407
AVOIR EN CAISSE EN FIN D'EXERCICE	1	58 191 158	59 510 813

Annexes aux états financiers

1. COMPTES DE CAISSE ET COMPTES BANCAIRES/DÉPÔTS À TERME (en UCOM)	2014	2013
Avoir en monnaie locale	15 033 535	18 297 726
Caisse - devises	34 999 953	28 481 109
	50 033 488	46 778 835
Dépôts à terme - monnaie locale	7 650 000	2 500 000
Dépôts à terme - devises	507 670	10 231 978
	8 157 670	12 731 978

2. AUTRES COMPTES DÉBITEURS (en UCOM)	2014	2013
Économat	84 488	61 730
Dépôts	102 922	98 967
Effectif	125 801	
Projet et autres débiteurs	2 796 314	5 475 035
	3 109 525	5 635 732

3. EFFETS À PAYER, COMPTES DE RÉGULARISATION ET PROVISIONS (en UCOM)	2014	2013
Comptes fournisseurs et comptes de régularisation	2 203 513	3 442 069
Effectif	-	153 015
Provision pour liquidation de droits - personnel (budget ordinaire)	2 466 558	2 054 892
Provision pour liquidation de droits - personnel (non statutaire)	3 148 861	3 188 134
Projet et autres créditeurs	460 840	2 726 786
	8 279 772	11 564 896

4. RECETTES DIVERSES ET TRANSFERTS (EN UCOM)	2014	2013
Intérêts bancaires	230 077	481 100
Redevance administrative pour gestion de projets	4 091 376	3 265 200
Loyer de l'Économat	25 000	25 000
Recettes perçues au titre des droits d'inscription	339 700	390 400
Divers	2 054 593	(339 681)
	6 740 746	3 822 019

Annexes aux états financiers

5. CONTRIBUTIONS STATUTAIRES - VERSEMENTS ANTICIPÉS ET ARRIÉRÉS (en UCOM)

PAYS MEMBRES	1997 à 2010	2011	2012	2013	2014	2014 Total/ (Arriérés/ À recevoir)	2014 Versements anticipés	2013 Total/ (Arriérés/ À recevoir)	2013 (Versements anticipés)
Samoa américaines	-	-	-	-	(4 227)	-	(4 227)	21 659	-
Îles Cook	-	-	-	-	(327)	-	(327)	-	-
États fédérés de Micronésie	-	-	-	-	(2 875)	-	(2 875)	-	(17 458)
Fidji	-	-	-	-	(2 363)	-	(2 363)	-	(17 362)
Guam	-	-	-	34 851	(478)	34 373	-	34 851	-
Kiribati	-	-	-	(20)	(807)	-	(827)	-	(20)
Îles Marshall	-	-	-	373	(138)	235	-	373	-
Nauru	-	-	22 350	55 999	55 100	133 449	-	223 667	-
Niue	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Mariannes du Nord	265 804	31 737	31 737	58 600	63 000	450 878	-	387 878	-
Palau	-	7 747	33 745	52 000	52 000	145 492	-	228 070	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	-	-	211 050	211 050	-	3 585	-
Samoa	-	-	-	-	(47 135)	-	(47 135)	-	-
Îles Salomon	-	-	-	-	89 400	89 400	-	-	-
Étas-Unis d'Amérique	-	-	-	-	992 366	992 366	-	-	-
Vanuatu	-	-	-	-	69 807	69 807	-	85 004	-
	265 804	39 484	87 832	201 803	1 474 373	2 127 050	(57 754)	985 087	(34 840)
Provision pour créance douteuse						(400 000)		(400 000)	
TOTAL GÉNÉRAL	265 804	39 484	87 832	201 803	1 474 373	1 727 050	(57 754)	585 087	(34 840)

Annexes aux états financiers

6. BIENS IMMOBILIERS, INSTALLATIONS TECHNIQUES ET ÉQUIPEMENTS (en UCOM)											
DESCRIPTION	TERRAINS	BÂTIMENTS	TOTAL BIENS IMMOBILIERS	INST. TECHNIQUES ET ÉQUIPEMENTS	MATÉRIEL INFORMATIQUE	MOBILIER	LOGEMENTS	VÉHICULES	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TRAVAUX EN COURS	TOTAL
COÛTS OU ESTIMATION											
Au 31 décembre 2013	6 807 177	29 625 667	36 432 844	4 925 935	8 165 416	1 581 613	321 178	1 459 042	475 548	-	53 361 576
Ajustements de change - Suva	-	147 038	147 038	171 687	256 982	34 493	6 463	75 623	29 205	-	721 491
Plus acquisitions	713 535	1 668 405	2 381 940	286 610	629 239	80 167	13 534	151 153	21 381	279 647	3 843 671
Ajustements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moins cessions	-	-	-	(25 076)	(70 721)	(2 783)	(28)	-	-	-	(98 608)
AU 31 DÉCEMBRE 2014	7 520 712	31 441 110	38 961 822	5 359 156	8 980 916	1 693 490	341 147	1 685 818	526 134	279 647	57 828 130
AMORTISSEMENT											
Au 31 décembre 2013	-	(7 230 163)	(7 230 163)	(3 818 990)	(7 098 182)	(1 422 300)	(280 432)	(985 182)	(369 593)	-	(21 204 842)
Ajustements de change - Suva	-	(39 176)	(39 176)	(114 286)	(215 917)	(25 717)	(4 856)	(49 553)	(22 698)	-	(472 203)
Plus amortissement	-	(467 481)	(467 481)	(386 596)	(693 467)	(72 964)	(19 745)	(153 707)	(75 528)	-	(1 869 488)
Ajustements	-	-	-	(8 075)	(34 125)	(2 783)	-	-	-	-	(44 983)
Moins amortissements sur cessions	-	-	-	9 408	63 781	2 783	28	-	-	-	76 000
AU 31 DÉCEMBRE 2014	-	(7 736 820)	(7 736 820)	(4 318 539)	(7 977 910)	(1 520 981)	(305 005)	(1 188 442)	(467 819)	-	(23 515 516)
VALEURS APRÈS AMORTISSEMENT											
AU 31 DÉCEMBRE 2014	7 520 712	23 704 290	31 225 002	1 040 617	1 003 006	172 509	36 142	497 376	58 315	279 647	34 312 614
VALEURS APRÈS AMORTISSEMENT											
AU 31 DÉCEMBRE 2013	6 807 177	22 395 504	29 202 681	1 106 945	1 067 234	159 313	40 746	473 860	105 955	-	32 156 734

Annexes aux états financiers

7. CRÉDIT REPORTÉ (en UCOM)						
DESCRIPTION	TOTAL AU 31/12/13	AJUSTEMENTS DE CHANGE	SOLDE AJUSTÉ	SUBVENTIONS 2014	REPRISES 2014	TOTAL AU 31/12/14
Biens immobiliers	24 487 064	107 862	24 594 926	390 182	(467 481)	24 517 627
Équipement général	1 116 401	57 401	1 173 802	261 534	(385 263)	1 050 073
Matériel informatique	1 057 777	41 065	1 098 842	558 518	(663 811)	993 549
Mobilier	159 311	8 776	168 087	77 384	(72 964)	172 506
Logements	40 744	1 607	42 351	13 506	(19 717)	36 140
Véhicules	473 858	26 070	499 928	151 153	(153 707)	497 373
Immobilisations incorporelles	105 955	6 507	112 462	21 381	(75 528)	58 315
Travaux en cours	-	-	-	279 647	-	279 647
	27 441 110	249 288	27 690 398	1 753 305	(1 838 471)	27 605 230
SUBVENTIONS POUR L'EXERCICE :						
Subventions (note 6)	3 843 671					
Emprunt (note 9)	(1 991 758)					
Ajustements	-					
Cessions	(98 608)					
	1 753 305					
REPRISE SUR CRÉDIT SUR L'ANNÉE :						
Débit amortissement des immobilisations (note 6)	(1 869 488)					
Ajustements	(44 983)					
Cession d'immobilisations	76 000					
	(1 838 471)					

Annexes aux états financiers

8. RAPPROCHEMENT DES AVOIRS NETS EN CAISSE RÉALISÉS SUR LES POSTES D'EXPLOITATION AVEC L'EXCÉDENT D'EXPLOITATION (en UCOM)		
	2014	2013
Excédent/(déficit) - Fonds généraux	1 296 703	(81 256)
Excédent/(déficit) - Fonds spéciaux	426 200	98 176
Transfert aux/(des) Fonds particuliers	(306 880)	(1 034 116)
EXCÉDENT D'EXPLOITATION	1 416 023	(1 017 196)
Amortissement	1 869 488	1 845 704
Perte/(profit) sur cession des biens immobiliers, installations techniques et équipements	67 591	13 772
(Augmentation)/diminution des créances	2 526 207	213 217
(Augmentation)/diminution des stocks	(59 278)	(92 694)
Augmentation/(diminution) des fonds non statutaires inemployés	(798 432)	4 151 963
Augmentation/(diminution) des versements anticipés des contributions statutaires	(1 119 049)	205 405
Augmentation/(diminution) des effets à payer et des comptes de régularisation	(3 285 124)	(2 642 287)
Augmentation/(diminution) du crédit reporté	164 120	(565 521)
Augmentation/(diminution) de l'emprunt	1 991 758	1 155 566
Ajustement de change	(249 288)	374 371
AVOIRS NETS EN CAISSE SUR LES POSTES D'EXPLOITATION	2 524 016	3 642 300
9. EMPRUNTS (en UCOM)		
	2014	2013
MOUVEMENTS DU POSTE EMPRUNTS		
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	4 715 824	3 560 258
Plus nouveaux emprunts	2 350 000	1 865 750
Moins remboursement du capital de l'emprunt	(358 242)	(710 184)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE	6 707 582	4 715 824
CLASSÉ SOUS :		
Emprunt à court terme	420 770	291 045
Emprunt à long terme	6 286 812	4 424 779
	6 707 582	4 715 824
10. RÉSERVE GÉNÉRALE (en UCOM)		
	2014	2013
MOUVEMENTS DE LA RÉSERVE GÉNÉRALE		
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	3 614 497	3 695 753
Excédent/(déficit) survenu durant l'exercice	1 515 880	50 316
Ajustement de change - Suva	(219 177)	(131 572)
Transfert aux fonds particuliers	-	-
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE	4 911 200	3 614 497

Annexes aux états financiers

11. FONDS PARTICULIERS (en UCOM)					
DESCRIPTION	TOTAL AU 31/12/13	AJUSTEMENTS DE CHANGE	RECETTES/ TRANSFERTS ENTRANTS	IMPUTÉS/ TRANSFERTS SORTANTS	TOTAL AU 31/12/14
Réserve pour évacuation d'urgence	30 000	-	-	-	30,000
Fonds de remplacement des installations techniques et équipements	388 860	-	-	(306 880)	81,980
Réserve pour petits travaux	200 000	-	-	-	200 000
Réserve pour fluctuation de change	411 783	-	-	-	411 783
	1 030 643	-	-	(306 880)	723 763
TRANSFERTS (IMPUTÉS)			(306 880)		
Transfert au budget ordinaire			-		
Imputés			(306 880)		
TOTAL			(306 880)		
12. FONDS SPÉCIAUX (en UCOM)					
DESCRIPTION	TOTAL AU 31/12/13	RECETTES/ TRANSFERTS ENTRANTS	IMPUTÉS/ TRANSFERTS SORTANTS	TOTAL AU 31/12/14	
Logements	357 642	2 370 001	(1 987 540)	740 103	
Économat	90 412	899 054	(855 315)	134 151	
	448 054	3 269 055	(2 842 855)	874 254	
TRANSFERTS (IMPUTÉS)				426 200	
Recettes issues des loyers				2 364 125	
Autres recettes logements				-	
Recettes de l'Économat				899 053	
Imputés - remboursement du capital de l'emprunt				(358 242)	
- remboursement des intérêts de l'emprunt				(145 701)	
- frais d'exploitation des logements				(1 477 720)	
- frais d'exploitation et comptes fournisseurs de l'Économat				(855 315)	
TOTAL				426 200	

Annexes aux états financiers

13. CONTRIBUTIONS STATUTAIRE DES MEMBRES ET SUBVENTIONS SPÉCIALES (en UCOM)		
	2014	2013
Samoa américaines	63 000	58 600
Australie	3 200 000	3 178 335
Îles Cook	52 000	52 000
États fédérés de Micronésie	63 000	69 000
Fidji	193 600	186 989
France	2 500 000	2 300 000
Polynésie française	130 000	131 000
Guam	69 000	69 000
Kiribati	69 300	69 000
Îles Marshall	52 000	52 000
Nauru	55 100	56 000
Nouvelle-Calédonie	420 000	185 464
Nouvelle-Zélande	2 050 000	2 044 447
Niue	42 000	43 000
Îles Mariannes du Nord	63 000	58 600
Palau	52 000	52 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	360 000	131 000
Pitcairn	42 000	43 600
Samoa	86 600	85 000
Îles Salomon	136 600	85 000
Tokelau	55 100	56 600
Tonga	75 600	85 000
Tuvalu	55 100	56 000
Étas-Unis d'Amérique	1 417 665	1 417 665
Vanuatu	86 600	85 000
Wallis et Futuna	42 000	43 600
	11 431 265	10 693 900

Annexes aux états financiers

14. ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM)										
	BUDGET ORDINAIRE 2014	BUDGET ORDINAIRE 2013	FONDS NON STATUTAIRE 2014	FONDS NON STATUTAIRE 2013	FONDS PARTICULIERS 2014	FONDS PARTICULIERS 2013	FONDS SPÉCIAUX 2014	FONDS SPÉCIAUX 2013	TOTAL DES FONDS 2014	TOTAL DES FONDS 2013
Recettes										
Contributions des membres	19 625 185	21 307 800	17 936 503,00	29 014 650	-	-	-	-	37 561 688	50 322 450
Contributions des non membres	-	-	36 321 525,00	51 012 364	-	-	-	-	36 321 525	51 012 364
Ventes - Économat	-	-	-	-	-	-	899 054	776 649	899 054	776 649
Loyers - Logements	-	-	-	-	-	-	2 370 001	2 164 048	2 370 001	2 164 048
Redevance administrative pour gestion de projets	4 091 376	3 265 200	-	-	-	-	-	-	4 091 376	3 265 200
Autres	2 649 370	556 819	-	-	-	-	-	-	2 649 370	556 819
TOTAL RECETTES	26 365 931,00	25 129 819	54 258 028	80 027 014	-	-	3 269 055	2 940 697	83 893 014	108 097 530
DÉPENSES										
Administration :										
Bureau du Directeur général	(3 572 826)	(2 455 500)	(6 563 674)	(4 828 968)	-	-	-	-	(10 136 500)	(7 284 468)
Direction opérations et gestion	(10 750 891)	(10 729 357)	(1 562 700)	(2 784 938)	-	-	-	-	(12 313 591)	(13 514 295)
Total Administration	(14 323 717)	(13 184 857)	(8 126 374)	(7 613 906)	-	-	-	-	(22 450 091)	(20 798 763)
Divisions :										
Géosciences et technologies appliquées	(1 825 200)	(2 013 500)	(8 562 832)	(10 166 319)	-	-	-	-	(10 388 032)	(12 179 819)
Développement économique	(498 200)	(536 500)	(5 760 632)	(7 436 465)	-	-	-	-	(6 258 832)	(7 972 965)
Éducation, formation et développement humain	(1 699 257)	(2 501 400)	(5 140 979)	(5 276 484)	-	-	-	-	(6 840 236)	(7 777 884)
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	(2 684 482)	(2 911 100)	(10 994 033)	(10 970 260)	-	-	-	-	(13 678 515)	(13 881 360)
Ressources terrestres	(1 647 200)	(1 642 000)	(7 872 691)	(7 512 178)	-	-	-	-	(9 519 891)	(9 154 178)
Santé publique	(1 168 673)	(1 226 100)	(7 305 529)	(22 271 052)	-	-	-	-	(8 474 202)	(23 497 152)
Statistique pour le développement	(1 003 083)	(1 063 100)	(3 065 298)	(2 589 184)	-	-	-	-	(4 068 381)	(3 652 284)
Total Divisions	(10 526 095)	(11 893 700)	(48 701 994)	(66 221 942)	-	-	-	-	(59 228 089)	(78 115 642)
Autres	(239)	(946)	-	-	-	-	(2 842 855)	(2 842 520)	(2 843 094)	(2 843 466)
TOTAL DÉPENSES	(24 850 051)	(25 079 503)	(56 828 368)	(73 835 848)	-	-	(2 842 855)	(2 842 520)	(84 521 274)	(101 757 871)
Excédent/déficit net de l'exercice	1 515 880	50 316	(2 570 340)	6 191 166	-	-	426 200	98 177	(628 260)	6 339 659
Plus soldes reportés	3 614 497	3 695 753	49 544 502	45 392 543	1 030 643	2 064 758	448 054	349 877	54 637 697	51 502 931
Ajustement de change - Suva	(219 177)	(131 572)	1 771 912	(2 039 207)	-	(15 543)	-	-	1 552 735	(2 186 322)
TRANSFERTS (SORTANTS)/ENTRANTS :	4 911 200	3 614 497	48 746 074	49 544 502	1 030 643	2 049 215	874 254	448 054	55 562 172	55 656 268
Petits travaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Installations techniques et équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conférence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fluctuation des taux de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserve générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soutien aux activités des divisions	-	-	-	-	(306 880)	(1 018 572)	-	-	(306 880)	(1 018 572)
SOLDES DE CLÔTURE	4 911 200	3 614 497	48 746 074	49 544 502	723 763	1 030 643	874 254	448 054	55 255 291	54 637 696
	Note 10	Note 10	Note 15	Note 15	Note 11	Note 11	Note 12	Note 12		Note 12

Annexes aux états financiers

15. ÉTAT RÉCAPITULATIF DES MOUVEMENTS DE FONDS NON STATUTAIRES POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCCM)									
DESCRIPTION	TOTAL AU 31/12/13	VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	TOTAL AU 31/12/14	SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
Administration :	9 479 473	204 745	10 341 475	20 025 693	(8 126 374)	1 15 071	12 014 390	12 395 694	(381 304)
Géosciences et technologies appliquées	9 519 622	492 699	8 634 208	18 646 529	(8 562 832)	92 377	10 176 074	11 493 110	(1 317 036)
Ressources terrestres	6 085 071	317 515	7 121 615	13 524 201	(7 872 691)	30 374	5 681 884	6 561 220	(879 336)
Pêche aquaculture et écosystèmes marins	6 481 816	(1 715)	10 230 189	16 710 290	(10 994 033)	1 273	5 717 530	6 060 188	(342 658)
Éducation formation et développement humain	1 510 667	90 864	5 150 251	6 751 782	(5 140 979)	(9 474)	1 601 329	1 833 856	(232 527)
Santé publique	7 171 579	(210 619)	2 881 727	9 842 687	(7 305 529)	131 153	2 668 311	2 922 992	(254 681)
Développement économique	7 145 072	370 898	8 080 584	15 596 554	(5 760 632)	146 748	9 982 670	10 359 891	(377 221)
Statistique pour le développement	2 151 205	-	1 817 979	3 969 184	(3 065 298)	-	903 886	1 079 237	(175 351)
TOTAL GÉNÉRAL	49 544 505	1 264 387	54 258 028	105 068 920	(56 828 368)	507 522	48 746 074	52 706 188	(39 601 114)
Sommes détenues pour le compte des bailleurs									
								52 706 188	-
Sommes dues par les bailleurs									
								-	(3 960 114)
Plus provision pour dépassement de budget									
								-	5 000
MONTANT NET DÉTENU POUR LE COMPTE DES BAILLEURS								48 751 074	

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS NON STATUTAIRES POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM)

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT RECUEILS BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLOTURE	31.12.2014	SOMMES DETENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
ADMINISTRATION		9 479 473	204 745	10 341 475	20 025 693	-8 126 374	115 071	12 014 390	12 395 694	-381 304
Total	Direction opérations et gestion - Nouméa	2 630 019	-	1 014 214	3 644 233	-1 447 211	108	2 197 130	2 265 121	-67 991
Section finances		1 665 631	-	-	1 665 631	-330 169	-	1 335 462	1 354 128	-18 666
OSFA02XN	PF Allocation Account	792 364	-	-	792 364	-18 420	-	773 944	773 944	-
OSFA05XN	Budget Development - New format AUSAID	90 000	-	-90 000	-	-	-	-	-	-
OSFA07XN	Establishment of Internal Audit Function AUSAID	67 772	-	-	67 772	-19 221	-	48 551	48 551	-
OSFA08XN	Review of SPC Finance Regulations AUSAID	20 000	-	-	20 000	-33 442	-	-13 442	-	-13 442
OSFA09XN	Revision of the Finance Policies & Proced, AUSAID	40 000	-	-	40 000	-13 935	-	26 065	26 065	-
OSFA10XN	Finance temp staff for proj. implementation AusAID	136 985	-	90 000	226 985	-72 732	-	154 253	154 253	-
OSFA11XN	AusAid Corp Grant 2011 Allocation Account	255 837	-	-	255 837	-	-	255 837	255 837	-
OSFA12XN	FIS Improvements	262 673	-	-	262 673	-167 195	-	95 478	95 478	-
OSFA14XN	HRO Salaries Suva - to clear	-	-	-	-	-5 224	-	-5 224	-	-5 224
Administration :		729 069	-	700 000	1 429 069	-850 119	-	578 950	588 205	-9 255
OSAA01XN	Procurement,Risk Management,Travel Off Suva AusAid	26 120	-	-	26 120	-14 880	-	11 240	11 240	-
OSAA02XN	Archives, Security and Branding AUSAID	-2 796	-	-	-2 796	-6 459	-	-9 255	-	-9 255
OSHA01XN	AusAID - Système SIRH	-319 347	-	-	-319 347	321 764	-	2 417	2 417	-
OSHA03XN	AusAID - Gestion du changement - Nouméa	160 139	-	-	160 139	-160 139	-	-	-	-
OSHA05XN	Review of Corporate & Prog Support Services AusAid	13 011	-	-	13 011	-13 011	-	-	-	-
OSHA06XN	HR temp staff for proj implementation AusAid	111 107	-	-	111 107	-111 107	-	-	-	-
OSHA07XN	HR Systems, Policies & Management	169 042	-	-	169 042	-140 334	-	28 708	28 708	-
OSAA03XN	H.Q. Maintenance - New Caledonia	571 793	-	700 000	1 271 793	-725 953	-	545 840	545 840	-
Section technologies de l'information et de la communication		138 968	-	260 517	399 485	-165 288	108	234 305	274 375	-40 070
OSIA01XN	Communication Costs	152 763	-	-	152 763	-131 577	-	21 186	21 186	-
OSIA25XN	Sytems Development IRIS	-32 531	-	-	-32 531	32 531	-	-	-	-
OSIA26XN	ICT Systems & Support	18 736	-	-	18 736	-58 806	-	-40 070	-	-40 070
OSIA36XN	ICT infrastructure upgrade	-	-	250 000	250 000	-	-	250 000	250 000	-
OSIA38XS	SPC / GIZ staff cost sharing	-	-	10 517	10 517	-7 436	108	3 189	3 189	-
Bibliothèque		15 000	-	26 271	41 271	-19 106	-	22 165	22 165	-
OSLA02XN	40th Annual IAMSLIC conference	15 000	-	26 271	41 271	-19 106	-	22 165	22 165	-
Section traduction et interprétation		81 351	-	27 426	108 777	-82 529	-	26 248	26 248	-
OSTA01XN	Translation Interpretation Misc	81 351	-	27 426	108 777	-82 529	-	26 248	26 248	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DETENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
Total Direction opérations et gestion - Suva		1 474 308	76 927	1 16 610	1 667 845	-115 489	13 469	1 565 825	1 565 825	-
Administration - Suva		37 256	1 944	-	39 200	-38 208	-992	-	-	-
OSFA21XS	SPC Alternate Fiji Office Project	37 256	1 944	-	39 200	-38 208	-992	-	-	-
Section finances - Suva		294 183	15 350	6 360	315 893	219 495	10 431	545 819	545 819	-
OSFA04XS	Employee Provisions - XB	-	-	-	-	232 377	7 943	240 320	240 320	-
OSFA09XS	Revision of the Finance Policies & Proced. AUSAID	-	-	-	-	23 880	835	24 715	24 715	-
OSFA16XS	Suva Finance Services - XB	242 128	12 634	6 360	261 122	-252 843	-6 383	1 896	1 896	-
OSFA17XS	Suva Finance Staffing (Reporting) - 2 years	41 913	2 187	-	44 100	17 057	983	62 140	62 140	-
OSFA18XS	Finance Misc	10 142	529	-	10 671	7 984	373	19 028	19 028	-
OSFA22XS	FMIS Improvement - Phase III (Modules)	-	-	-	-	143 280	5 010	148 290	148 290	-
OSFA23XS	Records / Acquittals	-	-	-	-	47 760	1 670	49 430	49 430	-
Immobilier - Suva		24 216	1 264	-	25 480	101 895	3 786	131 161	131 161	-
OSAA14XS	Maintenance	24 216	1 264	-	25 480	-4 132	79	21 427	21 427	-
OSAA15XS	Pacific Village Shift - Project	-	-	-	-	106 027	3 707	109 734	109 734	-
Section technologies de l'information et de la communication (TIC) - Suva		-13 734	-717	-	-14 451	14 085	366	-	-	-
OSIA28XS	ICT Equipment Hire	-13 734	-717	-	-14 451	14 085	366	-	-	-
Centre régional des médias - Suva		70 053	3 655	85 441	159 149	-48 472	1 940	112 617	112 617	-
DCCA03XS	Graphic Design and Publication	-	-	7	7	-	-	7	7	-
DCCA08XS	Video/TV/Pacific Way	4 938	258	85 434	90 630	-23 058	2 227	69 799	69 799	-
DCCA10XS	Climate Change Documentaries	28 081	1 465	-	29 546	-25 414	-629	3 503	3 503	-
DCCA11XS	Media Special Projects	28 237	1 473	-	29 710	-	261	29 971	29 971	-
DCCA12XS	North REP Video Documentary	8 797	459	-	9 256	-	81	9 337	9 337	-
Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP) - Suva		2 863	149	-	3 012	-	26	3 038	3 038	-
DSSA21XS	TVET -website development/maint	2 863	149	-	3 012	-	26	3 038	3 038	-
Géosciences et technologies appliquées - Suva		1 059 471	55 282	24 809	1 139 562	-364 284	-2 088	773 190	773 190	-
GDDA04XS	Finance Services SOPAC-XB	927 748	48 409	13 236	989 393	-345 846	-3 064	640 483	640 483	-
GDDA06XS	Common Services SOPAC - Misc XB	3 799	198	-	3 997	-3 896	-101	-	-	-
GDDA07XS	Geoscience Directorate - Misc XB	130 396	6 804	11 573	148 773	-24 434	754	125 093	125 093	-
GDIC01XS	IT Salaries & Staff Cost SOPAC	-10 834	-565	-	-11 399	11 111	288	-	-	-
GDPJ02XS	SOPAC Compendium Project	8 362	436	-	8 798	-1 219	35	7 614	7 614	-
Bureau du Directeur général		5 375 146	127 818	9 210 651	14 713 615	-6 563 674	101 494	8 251 435	8 564 748	-313 313
Directeur général - Nouméa		121 330	-	478 410	599 740	-96 260	-	503 480	505 620	-2 140
ZZZS01XN	SPC's 60th Anniversary-France	2 163	-	401	2 564	-2 163	-	401	401	-
DDDA11XN	Management Advisory Group, Audit & Risk Com	86 874	-	-	86 874	-18 338	-	68 536	68 536	-
DDDA12XN	DG's Office-Contingency Allocation	32 293	-	-	32 293	-33 308	-	-1 015	-	-1 015
DDDA02XN	CRGA Subcommittee Financing (AusAid)	-	-	-	-	-1 125	-	-1 125	-	-1 125
DDDA13XN	Pacific NCD Partnership from SIDS	-	-	85 974	85 974	-41 300	-	44 674	44 674	-
DDDA16XN	PNG SIS Funds	-	-	392 035	392 035	-26	-	392 009	392 009	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE DOUVERTURE	MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DETENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
Directeur général - Suva		6 978	364	19 104	26 446	-7 156	482	19 772	19 772	-
DDDA03XS	DG Farewell January 2014, Suva	6 978	364	-	7 342	-7 156	-186	-	-	-
DDDA17XS	Real Pasifik DG's Office	-	-	19 104	19 104	-	688	19 772	19 772	-
Directeur général adjoint (Direction des programmes) - Nouméa		2 550 311	-	1 240 239	3 790 550	-1 190 436	-	2 600 114	2 650 325	-50 211
DPPA01XN	Projet INTEGRE	2 593 075	-	-	2 593 075	-631 073	-	1 962 002	1 962 002	-
DPPA02XN	SI-Tech.Assist. Ministry of Lands (Housing/Survey)	-	-	468 572	468 572	-182 118	-	286 454	286 454	-
DPPA03XN	RESCUE Project	-	-	596 659	596 659	-283 532	-	313 127	313 127	-
DPPA13XN	Climat impact on C.F. / O.F.	2	-	-	2	-	-	2	2	-
DPPA23XN	Climate Change Mainstreaming	69 653	-	-	69 653	1 138	-	70 791	70 791	-
DPPA06XN	GCCA SIS Project - EU	-13	-	-	-13	14	-	1	1	-
DPPA15XN	Publication of Climate Book	-50 211	-	-	-50 211	-	-	-50 211	-	-50 211
DPPA21XN	Climate Change Mainstreaming - Phase 2	-60 031	-	175 008	114 977	-97 029	-	17 948	17 948	-
DPPA12XN	Pilot Program for Climate Resilience	-2 164	-	-	-2 164	2 164	-	-	-	-
Directeur général adjoint (Direction des programmes) - Suva		-	-	145 576	145 576	-237 094	-3 200	-94 718	-	-94 718
DPPA12XS	Pilot Programme for Climate Change	-	-	145 576	145 576	-237 094	-3 200	-94 718	-	-94 718
Directeur général adjoint (Direction opérations et gestion) - Nouméa		30 779	-	-30 779	-	-	-	-	-	-
DOOA04XN	PF - End of Year Commitments	30 779	-	-30 779	-	-	-	-	-	-
Directeur général adjoint - Suva		17 540	916	7 838	26 294	-3 842	302	22 754	22 754	-
DSSA05XS	DDG Technical Assistance	2 582	135	6 546	9 263	-	253	9 516	9 516	-
DSSA08XS	DDG Misc Funds	14 958	781	1 292	17 031	-3 842	49	13 238	13 238	-
Cellule d'engagement stratégique - Nouméa		223 146	-	574 403	797 549	-584 365	-	213 184	377 758	-164 574
DEEA04XN	Director SEPPF (AusAid)	6 981	-	-	6 981	-650	-	6 331	6 331	-
DEEA09XN	PACE-NET	-7 820	-	47 187	39 367	-	-	39 367	39 367	-
DEEA16XN	Programme d'étude et d'appui à financer le FRP	43 814	-	-	43 814	-43 814	-	-	-	-
DEEA21XN	M & E IRIS	83 930	-	41 454	125 384	112 686	-	238 070	238 070	-
DEEA22XN	RESCUE Project	-11 551	-	-	-11 551	11 551	-	-	-	-
DEEA24XN	PACE NET +	107 792	-	14 888	122 680	-111 247	-	11 433	11 433	-
DEEA01PN	PF-Planning Unit	-	-	-	-	2 026	-	2 026	2 026	-
DEEA03PN	NZAid Pilot intra-Pacific study exchanges 2014-201	-	-	24 060	24 060	-6 323	-	17 737	17 737	-
DEEA25XN	AEC - Full Cost Recovery Exercise	-	-	79 990	79 990	-37 740	-	42 250	42 250	-
DEEA26XN	Governance Review	-	-	95 988	95 988	-260 562	-	-164 574	-	-
DEEA27XN	M&E & JCS Review - Response Fund	-	-	207 645	207 645	-196 191	-	11 454	11 454	-
DEEA28XN	AUST.DFAT - PRAXIS M&E.	-	-	63 191	63 191	-54 101	-	9 090	9 090	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGEMENT DE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGEMENT DE SOLDE À LA CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
	Cellule d'engagement stratégique - Suva	2 425 062	126 538	6 775 860	9 327 460	-4 444 521	103 910	4 986 849	4 988 519	-1 670
DEEA30XS	SEPPF General	3 289	172	7 634	11 095	2 345	379	13 819	13 819	-
DPPA04XS	DRAO-Deputy Regional Authorizing Office-EDF	29 708	1 550	-19 104	12 154	-6 868	-634	4 652	4 652	-
DPPA05XS	Planning Unit - Climate Change	4 203	219	32 833	37 255	-6 095	17 879	49 039	49 039	-
DPPA06XS	GCCA SIS Project - EU	1 011 476	52 778	5 853 687	6 917 941	-3 645 139	69 659	3 342 461	3 342 461	-
DPPA07XS	CC-Vegetatn Mapping/Improving Food Security-USAID	139 473	7 278	554 722	701 473	-642 390	-1 778	57 305	57 305	-
DPPA08XS	PASAP - DCCEE/Multicountry	57 026	2 976	-	60 002	-17 543	-87	42 372	42 372	-
DEEA32XS	MEL - Monitoring Evaluation Learning	127 428	6 649	151 375	285 452	-364	6 457	291 545	291 545	-
DPPA09XS	Climate Change Mainstreaming_GIZ	-96 542	-5 038	149 987	48 407	-35 379	3 116	16 144	16 144	-
DEEA33XS	Resource Mobilization	17 701	924	-	18 625	-105	160	18 680	18 680	-
HHYM12XS	Regional Framework on Youth Development	2 346	122	-	2 468	-4 019	-119	-1 670	-	-1 670
DPPA10XS	SPBEA Review	14 247	743	-	14 990	-14 611	-379	-	-	-
DPPA11XS	SEPPF - Comms Office	8 740	456	44 726	53 922	-34 516	438	19 844	19 844	-
DEEA35XS	M&E IRIS	38 844	2 027	-	40 871	-39 837	-1 034	-	-	-
EDAA05XS	Micro Project Program	1 067 123	55 682	-	1 122 805	-	9 853	1 132 658	1 132 658	-
DIVISION GÉOSCIENCES ET TECHNOLOGIES APPLIQUÉES		9 519 622	492 699	8 634 208	18 646 531	-8 562 832	92 377	10 176 074	11 493 110	-1 317 036
Total de la Division géosciences et technologies appliquées - Nouméa		77 157	-	-176 653	-99 496	99 496	-	-	-	-
Total de la Division géosciences et technologies appliquées - Nouméa		77 157	-	-176 653	-99 496	99 496	-	-	-	-
GRRR01XN	SOPAC Disaster Risk Reduction	200 204	-	-176 653	23 551	-23 551	-	-	-	-
GRPM01XN	DRP Platform Meeting	-59 442	-	-	-59 442	59 442	-	-	-	-
GWPM01XN	Water & Sanitation Prog./ French Pac.Funds	-63 605	-	-	-63 605	63 605	-	-	-	-
Département réduction des risques de catastrophe (RRC) - Suva		4 670 300	243 693	665 875	5 579 688	-1 592 098	10 735	3 998 504	4 896 728	-898 224
Enveloppe B - Suva		-640 838	-33 439	3 795	-670 482	-35 398	-7 022	-712 902	-	-712 902
GRBE01XS	Reduce Vulnerability - B Envel. Multicountry Proj.	-640 838	-33 439	3 795	-670 482	-35 398	-7 022	-712 902	-	-712 902
Enveloppe C - Suva		-580 538	-30 292	3	-610 827	537 424	13 432	-59 971	-	-59 971
GRCE01XS	Reducing Vulnerability - EDF9 C Envelope Project	-580 538	-30 292	3	-610 827	537 424	13 432	-59 971	-	-59 971
Gestion de l'information / Portail océanien d'information sur les catastrophes - Suva		-14 257	-745	29 888	14 886	-3 539	790	12 137	12 320	-183
GRIM03XS	GIZ PDN Project	13 363	697	24 238	38 298	-37 942	-356	-	-	-
GRIM06XS	ADB DRR Portal	-45 738	-2 387	-	-48 125	46 730	1 212	-183	-	-183
GRIM08XS	Regional Disaster Project - UNISDR	18 118	945	5 650	24 713	-12 327	-66	12 320	12 320	-
Gestion de la Division - Suva		10 427	544	18 562	29 533	-22 890	-55	6 588	9 170	-2 582
GRPM01XS	Programme Management - AUSAID / NZAID carry over	3 887	203	-	4 090	-6 481	-191	-2 582	-	-2 582
GRPM02XS	DRP Platform Meeting	6 540	341	18 562	25 443	-16 409	136	9 170	9 170	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
	Planification stratégique de la gestion des risques de catastrophe - Suva	5 875 800	306 596	184 955	6 367 351	-1 769 943	-1 169	4 596 238	4 718 754	-122 516
GRDP01XS	Roadmap impl. for Regional DRM &CCA&M	809	42	-	851	-419	-7	425	425	-
GRDP02XS	ADPC-Regional Training Course on MDRD	-	-	30 546	30 546	-30 314	8	240	240	-
GRDP03XS	EU Building Safety & Resilience in the Pacific	5 825 386	303 966	81 920	6 211 272	-1 670 467	-1 758	4 539 047	4 539 047	-
GRDP04XS	AusAID NAP Facility	40 770	2 127	9 492	52 389	-24 092	-134	28 162	28 162	-
GRDP05XS	SPC/GIZ Coping with Climate Change in the Pacific	-	-	17 671	17 671	-2 280	538	15 929	15 929	-
GRDP06XS	UN International Strategy Disaster Reduction / MOU	110 931	5 788	-	116 719	51	1 026	117 796	117 796	-
GRDP07XS	EU - Natural Disaster Facility	-118 172	-6 166	5 383	-118 955	-2 568	-993	-122 516	-	-122 516
GRDP09XS	TAF Asia Founda.-OFDA Of. US For. Disaster Assist.	16 076	839	-	16 915	-15 216	-384	1 315	1 315	-
GRDP10XS	Support for PICs-DRR Meeting-UNISDR	-	-	39 943	39 943	-24 638	535	15 840	15 840	-
	Réduction des risques de catastrophe - Suva	-2 466	-128	404 165	401 571	-274 664	4 505	131 412	131 482	-70
GRRR01XS	Asian Disaster Preparedness Centre Project	-39 584	-2 065	-	-41 649	40 595	1 054	-	-	-
GRRR03XS	AusAID NAP Facility	-	-	4 479	4 479	-1 835	92	2 736	2 736	-
GRRR05XS	ADB Risk Database Initiative	-13 567	-708	-	-14 275	13 846	359	-70	-	-70
GRRR06XS	Risk Reduction - World Bank Funding	-15 104	-788	-	-15 892	15 490	402	-	-	-
GRRR07XS	Nadi Integrated Flood Management Project-World Bnk	63 934	3 336	118 816	186 086	-132 972	95	53 209	53 209	-
GRRR08XS	Pac Catastrophe Risk Assess & Fin Initia-PCRAFI	226	12	-	238	1 023	38	1 299	1 299	-
GRRR09XS	DRP World Bank project funding	1 629	85	-	1 714	-32	14	1 696	1 696	-
GRRR10XS	Pacific Catastrophe Risk Assessment & Financing In	-	-	280 870	280 870	-210 779	2 451	72 542	72 542	-
	Formation et renforcement des capacités - Suva	4 550	237	24 507	29 294	-7 977	620	21 937	21 937	-
GRTC06XS	National Broadcasters Climate & Disaster Resilience	-	-	23 647	23 647	-3 936	669	20 400	20 400	-
GRTC08XS	UNESCO SPTWS Training and Capacity Building	4 550	237	860	5 647	-4 041	-69	1 537	1 537	-
	Autres - Suva	17 622	920	-	18 542	-15 111	-366	3 065	3 065	-
GROD02XS	Misc. Disaster Risk Management Projects/Activities	17 622	920	-	18 542	-15 111	-366	3 065	3 065	-
	Département îles et océan - Suva	1 857 665	96 933	6 243 443	8 198 041	-4 777 168	68 420	3 489 293	3 554 113	-64 820
	Section frontières maritimes régionales - Suva	378 089	19 729	810 161	1 207 979	-706 924	7 101	508 156	508 156	-
GOIP01XS	Regional Maritime Boundaries Activities	143 464	7 486	16 984	167 934	-127 445	-2 538	37 951	37 951	-
GOIP02PS	NZ Project funding - OIP	-	-	681 462	681 462	-415 553	9 298	275 207	275 207	-
GOIP03XS	Extended Continental Shelf Activities PPSLP-AUSAID	234 625	12 243	111 715	358 583	-163 926	341	194 998	194 998	-
	Gestion des données et de l'information - Suva	32 803	1 712	15 519	50 034	-11 871	430	38 593	38 593	-
GODI02XS	Data Awareness - Geo-network - APN	28 986	1 513	15 519	46 018	-7 957	532	38 593	38 593	-
GODI04XS	Data Awareness - Taiwan Roc Funds	3 817	199	-	4 016	-3 914	-102	-	-	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT REÇUS DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
Section géologie, minéraux et hydrocarbures - Suva		112 629	5 877	1 782 681	1 901 187	-1 089 130	25 290	837 347	837 347	-
GOGM01XS	Regional Deep Sea Minerals Project	108 785	5 676	1 782 681	1 897 142	-1 089 130	25 255	833 267	833 267	-
GOGM03XS	Inter Seabed Auth. W/Shop - Isa Funds	3 844	201	-	4 045	-	35	4 080	4 080	-
Section science et études des ressources marines et côtières - Suva		996 249	51 983	2 965 788	4 014 020	-2 798 587	15 045	1 230 478	1 295 237	-64 759
GOMC01XS	PACCSAP BIVA Project	28 129	1 468	497 171	526 768	-515 611	-385	10 772	10 772	-
GOMC02XS	Coastal Survey Saipan	24 783	1 293	-	26 076	-25 416	-660	-	-	-
GOMC03XS	Environmentally Safe Aggregates Tarawa - EU KI.05	347 837	18 150	1 706 441	2 072 428	-1 261 951	18 753	829 230	829 230	-
GOMC04XS	Coastal Survey Fiji	24 693	1 288	40 984	66 965	-21 105	923	46 783	46 783	-
GOMC05XS	Seawall Site Inspection Works ,FSM	2 558	133	-	2 691	-	24	2 715	2 715	-
GOMC06XS	PWD Fiji, Jetty Surveys - Vanua Levu Project	7 592	396	-	7 988	-4 099	-73	3 816	3 816	-
GOMC07XS	PACC NIWA, Navua - Rewa Survey	43 714	2 281	-	45 995	-92 941	-2 846	-49 792	-	-49 792
GOMC08XS	Cook Islands Marine / Coastal Survey	64 734	3 378	-	68 112	-66 388	-1 724	-	-	-
GOMC10XS	NZ Project funding - OIP	138 793	7 242	-	146 035	-63 713	-946	81 376	81 376	-
GOMC11XS	PNG Hydroelectric Dam Survey	13 170	687	26 151	40 008	-7 840	762	32 930	32 930	-
GOMC13XS	Pearl Project in Fiji and Tonga - PARDI	28 016	1 462	33 110	62 588	-18 684	763	44 667	44 667	-
GOMC14XS	Pac Aust CC Science and Adaptation Planning Prog	43 764	2 284	-	46 048	-44 883	-1 165	-	-	-
GOMC15XS	WACOP Project (Changing Waves and Coasts in the Pa	78 567	4 100	179 011	261 678	-192 515	253	69 416	69 416	-
GOMC16XS	Tuvalu Reef Channel project / Shoreline Monitoring	105 146	5 486	-16 743	93 889	-69 828	-2 056	22 005	22 005	-
GOMC17XS	Tsunami Phase III - PPSLP Tonga (AUSAID)	44 753	2 335	-	47 088	-12 097	-10	34 981	34 981	-
GOMC18XS	Vanuatu Marine Hydrographic Survey Project, NZAID	-	-	394 709	394 709	-282 101	3 938	116 546	116 546	-
GOMC19XS	Vanuatu Hydrographic Survey - Phase II	-	-	104 954	104 954	-119 415	-506	-14 967	-	-14 967
Projet d'observ. du niveau mer et du climat dans le Pac. Sud - Suva		329 208	16 865	657 288	997 361	-370 029	13 028	640 360	640 360	-
GOSL01XS	South Pac. Sea Level Climate Monitoring (SPSLCMP)	327 766	17 103	657 288	1 002 157	-374 704	12 907	640 360	640 360	-
GOSL02XS	SPSLCMP ONIUP Project	-4 558	-238	-	-4 796	4 675	121	-	-	-
Atelier technique - Suva		1 223	64	-	1 287	-1 313	-35	-61	-	-61
GOTW02XS	Technical Workshop-South Pacific Sea Level Project	-	-	-	-	-59	-2	-61	-	-61
GOTW03XS	Technical Workshop Project, Taiwan ROC funded	1 223	64	-	1 287	-1 254	-33	-	-	-
Autres - Suva		13 464	703	12 006	26 173	200 686	7 561	234 420	234 420	-
GOZI03XS	Miscellaneous Ocean and Islands Activities	13 464	703	10 412	24 579	-8 676	185	16 088	16 088	-
GOZI04XS	Ocean & Coastal Geoscience Project Activities	-	-	1 594	1 594	209 362	7 376	218 332	218 332	-
Assistance technique - Suva		40 482	2 112	281 796	324 390	-285 936	229	38 683	71 821	-33 138
Économie des ressources naturelles - Suva		27 425	1 431	-	28 856	-2 271	174	26 759	26 759	-
GDNR01XS	Natural Resources Governance - IUCN PASAP	7 020	366	-	7 386	-659	42	6 769	6 769	-
GDNR02XS	Analysis of improved Weather & Climate Ser	20 405	1 065	-	21 470	-1 612	132	19 990	19 990	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT REÇUS DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
Section SIG et télédétection - Suva		13 057	681	281 796	295 534	-283 665	55	11 924	45 062	-33 138
GDRS01XS	Remote Sensing and GIS - AUSAID / NZAID Annual Gra	-	-	-	-	4 508	158	4 666	4 666	-
GDRS02XS	Establishment of Regional Forestry Monitoring Syst	-	-	53 076	53 076	-85 022	-1 117	-33 063	-	-33 063
GDRS05XS	GIS USAID, Image Data for Sol. Islands Project	822	43	196 072	196 937	-196 915	-22	-	-	-
GDRS04XS	Remote Sensing & GIS, Taiwan ROC funds	-	-	-	-	-72	-3	-75	-	-75
GDRS06XS	GIS-General	12 235	638	32 648	45 521	-6 164	1 039	40 396	40 396	-
Département eau et assainissement - Suva		2 874 020	149 961	1 619 747	4 643 728	-2 007 126	12 992	2 649 594	2 970 448	-320 854
Gouvernance de l'eau - Suva		1 408 781	73 508	36 209	1 518 498	-300 882	3 753	1 221 369	1 221 426	-57
GWGA01XS	Pacific Regional Action Plan	1 743	91	3 430	5 264	-1 789	74	3 549	3 549	-
GWGA02XS	AUSAID / SPC MCCCC Program for Fiji, Tokelau Tonga	556 989	29 063	32 660	618 712	-170 956	307	448 063	448 063	-
GWGA03XS	AUSAID / SPC MCCCC Programme for Tuvalu	814 446	42 497	-	856 943	-103 524	3 900	757 319	757 319	-
GWGA05XS	4th World Water Forum	13 083	683	-	13 766	-4 337	-31	9 398	9 398	-
GWGA06XS	Pacific IWRM & WUE Strategies	64 747	3 378	119	68 244	-66 575	-1 726	-57	-	-57
GWGA08XS	WSP - Water Governance Advice & Support	-58 137	-3 034	-	-61 171	59 623	1 548	-	-	-
GWGA10XS	SOPAC Water Sector Strategy (2005-2009)	15 910	830	-	16 740	-13 324	-319	3 097	3 097	-
Gestion de la Division - Suva		1 046 325	54 596	132 980	1 233 901	-828 469	-14 657	390 775	407 295	-16 520
GWPM01XS	Improved Drinking Water Supply for Kirimati Island	974 757	50 862	6 976	1 032 595	-632 168	-12 860	387 567	387 567	-
GWPM02XS	Water & Sanitation Prog. / French Pac. Funds	71 568	3 734	-	75 302	-89 358	-2 464	-16 520	-	-16 520
GWPM03XS	Water Safety Planning Project - French Pac. Funds	-	-	33 026	33 026	-27 320	200	5 906	5 906	-
GWPM04XS	Strengthen Water Security of Vulnerable Is. States	-	-	92 978	92 978	-79 623	467	13 822	13 822	-
Gestion des ressources en eau - Suva		180 563	9 420	1 450 558	1 640 541	-827 251	23 462	836 752	1 141 029	-304 277
GWRM02XS	Hydrology for Life Environment and Policy (HELP)	5 925	309	-	6 234	-6 076	-158	-	-	-
GWRM03XS	Implementing Sustainable Water Resource UNDP	267 344	13 950	166 302	447 596	-384 920	-5 176	57 500	57 500	-
GWRM04XS	Implementing Sustainable Water Resource UNEP	-216 266	-11 285	4 893	-222 658	-36 866	-3 115	-262 639	-	-262 639
GWRM05XS	Impact on Freshwater Lens in Atoll environments	133 218	6 951	152 205	292 374	-60 357	4 442	236 459	236 459	-
GWRM07XS	Testing the integration of Water, Land, Forest & C	-64 545	-3 368	248 421	180 508	-91 491	4 891	93 908	93 908	-
GWRM09XS	UNICEF KIRIWATSAN Project	-101 758	-5 310	152 821	45 753	-88 694	1 303	-41 638	-	-41 638
GWRM10XS	EU/SPC KIRIWATSAN IN OUTER ISLANDS PHASE II	-	-	659 910	659 910	-48 968	21 363	632 305	632 305	-
GWRM11XS	Pacific Water and Climate Resource Centre	28 717	1 498	-	30 215	-29 450	-765	-	-	-
GWRM12XS	Pacific Hydrological Cycle Observing System - EU	127 928	6 675	47 591	182 194	-80 429	33	101 798	101 798	-
GWRT02XS	TWAP project - UNESCO-IHP	-	-	18 415	18 415	-	644	19 059	19 059	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
Services de l'eau - Suva		234 564	12 239	-	246 803	-216 975	-5 421	24 407	24 407	-
GWSA02XS	Community Participation Gender Water Sanitation	246	13	-	259	-252	-7	-	-	-
GWSA03XS	Regional Water Demand Management Programme	155 334	8 105	-	163 439	-159 303	-4 136	-	-	-
GWSA07XS	Regional Water Quality Monitoring Programme	9 091	474	-	9 565	-9 323	-242	-	-	-
GWSA09XS	Regional Water Safety Programme	37 519	1 958	-	39 477	-30 282	-712	8 483	8 483	-
GWSA10XS	Wastewater Management	13 679	714	-	14 393	-14 029	-364	-	-	-
GWSA12XS	World Water Day	18 695	975	-	19 670	-3 786	40	15 924	15 924	-
Autres - Suva		3 787	198	-	3 985	166 451	5 855	176 291	176 291	-
GWZA02XS	Misc. Water & Sanitation Projects / Activities	3 787	198	-	3 985	166 451	5 855	176 291	176 291	-
RESSOURCES TERRESTRES		6 085 071	317 515	7 121 615	13 524 201	-7 872 691	30 374	5 681 884	6 561 220	-879 336
Agriculture et Foresterie - Suva		6 085 071	317 515	7 121 615	13 524 201	-7 872 691	30 374	5 681 884	6 561 220	-879 336
Santé et productions animales - Suva		151 626	7 912	190 618	350 156	-152 506	2 733	200 383	200 383	-
LTHP01XS	x-FAO Animal Genetic W/s	29 991	1 565	-	31 556	-15 502	-265	15 789	15 789	-
LTHP04XS	AHP Miscellaneous	34 272	1 788	27 732	63 792	-30 122	233	33 903	33 903	-
LTHP05XS	NZ Aid - AHP	46 602	2 432	-	49 034	-30 684	-643	17 707	17 707	-
LTHP06XS	Australian Commonwealth Association Conference	12 819	669	-	13 488	-1 750	57	11 795	11 795	-
LTHP07XS	Paravet Training	27 942	1 458	-	29 400	-23 236	-554	5 610	5 610	-
LTHP09PS	AHP NZ Aid Programme funding - 2014	-	-	162 886	162 886	-51 212	3 905	115 579	115 579	-
Biosécurité et facilitation du commerce - Suva		312 302	16 296	789 399	1 117 997	-627 808	8 534	498 723	507 517	-8 794
LBT01XS	Clean Pacific Horticultural Exports	171 082	8 927	148 345	328 354	-97 107	3 371	234 618	234 618	-
LBT01PS	South-South Capacity Building NZ Prog Frnds	-	-	25 574	25 574	-	894	26 468	26 468	-
LBT02XS	Pac Horticulture & Agri Mkt Access (PHAMA)	149 506	7 801	386 590	543 897	-439 153	-457	104 287	104 287	-
LBT03XS	Biosecurity Legislation for Cook Is & Fiji	-8 286	-432	-	-8 718	-	-76	-8 794	-	-8 794
LBT04XS	BATS Miscellaneous	-	-	228 890	228 890	-91 548	4 802	142 144	142 144	-
Production agricole - Suva		1 012 807	52 847	577 811	1 643 465	-925 214	-2 350	715 901	716 205	-304
LSOD15XS	DSAP2-EU	-	-	-	-	-430	430	-	-	-
LSOD18XS	Promoting sustainable Agriculture & Agoforestry	-	-	6 717	6 717	-1 096	197	5 818	5 818	-
LFCP01XS	PARDI - Pac Agribusiness Research for Devel Initi	468 734	24 458	-	493 192	-327 340	-7 118	158 734	158 734	-
LFCP02XS	Rehabilitating Cocoa in Pacific	131 729	6 874	95 298	233 901	-137 386	-255	96 260	96 260	-
LFCP03XS	Developing Capacity access cocoa in Pacific	11 468	598	8 892	20 958	-3 149	307	18 116	18 116	-
LFCP04XS	Developing Commercial Fruit - Tonga	41 457	2 163	-	43 620	-	383	44 003	44 003	-
LFCP05XS	CTA Strengthening Dissemination of Value Chain	-7 309	-381	60 908	53 218	-32 176	937	21 979	21 979	-
LFCP06XS	Understanding the response of taro and cassava	28 335	1 478	84 312	114 125	-11 541	2 806	105 390	105 390	-
LFCP07XS	Soil Health Management	338 393	17 657	125 528	481 578	-215 646	-27	265 905	265 905	-
LFCP08XS	Vegetation and Land Cover Mapping and Improving Fo	-	-	196 156	196 156	-196 450	-10	-304	-	-304

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
Diversification des systèmes agricoles et forestiers - Suva		849 038	44 303	2 665 084	3 558 425	-2 301 618	20 550	1 277 357	1 307 757	-30 400
LRFT01XS	SPC/JNFP Partnership Program	40 176	2 096	-	42 272	-	371	42 643	42 643	-
LRFT02XS	ITTO Consultancy Funds	4 984	260	-	5 244	-	46	5 290	5 290	-
LRFT03XS	ANU Pacific Projects	20 155	1 052	-	21 207	-	186	21 393	21 393	-
LRFT04XS	Forest Health Surveillance	38 869	2 028	-	40 897	-	359	41 256	41 256	-
LRFT06XS	Improved Use of Tree Resourc	115 804	6 043	42 150	163 997	-68 501	148	95 644	95 644	-
LRFT07XS	Improving Value&Market Coconut-ACIAR	58 790	3 068	70 439	132 297	-45 521	1 414	88 190	88 190	-
LSOD23XS	FACT-Facilitating Agricultural Commodity Trade	-118 211	-6 168	152 172	27 793	-30 941	3 148	-	-	-
LRFT08XS	Forestry-FAO	81 795	4 268	85 869	171 932	-83 595	835	89 172	89 172	-
LFTA01XS	IACT - Increasing Agricultural Commodity Trade	523 082	27 294	1 980 755	2 531 131	-1 716 451	14 072	828 752	828 752	-
LRFT09XS	GIZ/SPC - Jalesi	5 453	284	58 506	64 243	-44 643	535	20 135	20 135	-
LRFT10XS	SPC/JUNDP Drawa Project	3 110	162	-	3 272	-1 691	-30	1 551	1 551	-
LFTA02XS	ACIAR Coconut R&D Strategy	5 937	310	8 200	14 447	-117	337	14 667	14 667	-
LRFT11XS	SPC/FORENET/PNGFR/FUJ biomass sampling project	3 314	173	-	3 487	-	31	3 518	3 518	-
LRFT12XS	SPC-FAO REDD+ Project	-	-	109 378	109 378	-137 224	-974	-28 820	-	-28 820
LFTA03XS	Island Organic/Ethical Trade Initiatives	33 799	1 764	157 615	193 178	-169 992	-121	23 065	23 065	-
LFTA04XS	Building Capacity of Youth in Organic Agriculture	1 380	72	-	1 452	-2 942	-90	-1 580	-	-1 580
Ressources génétiques - Suva		695 689	36 301	1 097 157	1 829 147	-1 001 878	9 755	837 024	837 024	-
LFGF02XS	LRD/IRGC Technical Assistance	55 294	2 885	2 131	60 310	-16 664	2	43 648	43 648	-
LFGF03XS	Germplasm - FAO	28 597	1 492	-	30 089	-16 808	-324	12 957	12 957	-
LFGF04XS	Conserving Banana Diversity (Bioversity)	15 200	793	-	15 993	-2 309	60	13 744	13 744	-
LFGF05XS	ACIAR Tonga Fruit Project	15 598	814	-	16 412	-	144	16 556	16 556	-
LFGF06XS	FAO GPA Implementation Survey	8 635	451	-	9 086	-1 540	26	7 572	7 572	-
LFGF07XS	Global Trust Regeneration & Safety Duplication	34 037	1 776	-	35 813	-1 616	258	34 455	34 455	-
LFGF08XS	Trust Long-Term CePaCT Fund	112 094	5 849	8 667	126 610	-39 671	-49	86 890	86 890	-
LFGF09XS	Climate Change (AusAid)	10 595	553	-	11 148	-4 141	-47	6 960	6 960	-
LFGF10XS	Adapting Clonally propagated Crops Climatic change	98 005	5 114	600 028	703 147	-427 713	6 930	282 364	282 364	-
LFGF11XS	AusAID Phase II Climate Change	262 760	13 711	315 977	592 448	-333 999	1 796	260 245	260 245	-
LFGF13XS	Indigenous vegetable Contribution to development	5 125	267	-	5 392	-3 075	-60	2 257	2 257	-
LFGF14XS	NZ AID - GR	49 749	2 596	-	52 345	-48 531	-1 238	2 576	2 576	-
LFGF15XS	Climate Change Research Technicians	-	-	31 708	31 708	-11 518	706	20 896	20 896	-
LFGF16XS	FAO Treaty access benefit Sharing climate change p	-	-	138 646	138 646	-94 293	1 551	45 904	45 904	-
Vulgarisation, information et communication - Suva		6 131	320	9 074	15 525	-7 048	128	8 605	8 605	-
LSOZ01XS	x-SPC/IFAD Organic Project	466	24	-	490	-478	-12	-	-	-
LSOZ05XS	ICE Miscellaneous	5 665	296	9 074	15 035	-6 570	140	8 605	8 605	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT REÇUS DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
	Soutien à l'agriculture et à la foresterie - Suva	406 573	21 215	1 032 587	1 460 375	-1 565 609	-14 883	-120 117	697 107	-817 224
LRLM01XS	Reforestation Fiji / EU Project	-	-	948 122	948 122	-330 856	21 584	638 850	638 850	-
LRLM02XS	PRAgri & ForestPolicyNetwork	-8 835	-461	-	-9 296	-	-82	-9 378	-	-9 378
LRLM03XS	Rehab Degraded Lands & Drought Mitigation	12 131	633	-	12 764	-	112	12 876	12 876	-
LRLM04XS	Improvement Key Services to Agriculture-Fairtrade	403 277	21 043	8 381	432 701	-1 202 509	-38 031	-807 839	-	-807 839
LRLM06XS	Sustainable Land Management in Forest Margins	-	-	71 308	71 308	-31 222	1 402	41 488	41 488	-
LRLM07XS	Fairtrade Capacity Building and Advisory Services	-	-	-	-	-7	-	-7	-	-7
	Santé des végétaux - Suva	237 170	12 374	432 674	682 218	-384 134	3 888	301 972	323 596	-21 624
LTPH01XS	IPM SProd Syst Bassica Crops	24 827	1 295	1 471	27 593	-6 258	62	21 397	21 397	-
LTPH04XS	PPM SPC-FSM Matching	129 291	6 746	-	136 037	-	1 194	137 231	137 231	-
LTPH05XS	PPM FSM Matching Funds	20 540	1 072	-	21 612	-	190	21 802	21 802	-
LTPH06XS	Pac Ant Prevention Program	9 579	500	-	10 079	-	88	10 167	10 167	-
LTPH07XS	Fiji Flood Agriculture Sector Rehabilitation Prog	45 361	2 367	-	47 728	-29 141	-600	17 987	17 987	-
LTPH08XS	Fiji papaya Industry ACIAR	8 958	467	87 358	96 783	-104 417	-514	-8 148	-	-8 148
LTPH09XS	Small & Micro Nursery Enterprise Devlpmt Project	7 683	401	-	8 084	-1 400	22	6 706	6 706	-
LTPH10XS	Capacity building for the implementation of MEAs	-22 071	-1 152	15 103	-8 120	-5 488	132	-13 476	-	-13 476
LTPH11XS	Integrated Crop	10 069	525	321 637	332 231	-234 220	3 150	101 161	101 161	-
LTPH12XS	Pacific Biological Control project	-	-	7 105	7 105	-2 621	157	4 641	4 641	-
LSOZ22XS	NZ AID - Plant Health	574	30	-	604	-589	-15	-	-	-
	Bureau du Directeur de la DRT - Suva	2 413 735	125 947	327 211	2 866 893	-906 876	2 019	1 962 036	1 963 026	-990
LSOZ23XS	Strategies for Root and Tuber Crops project	-	-	-	-	-325	-11	-336	-	-336
LSOZ34XS	Climate Change Mainstreaming	-	-	71 138	71 138	-71 398	-9	-269	-	-269
LSOZ25XS	INTRA - ACP Agriculture Policy Programme	1 993 864	104 039	15 850	2 113 753	-562 721	-712	1 550 320	1 550 320	-
LSOZ27XS	LRD TechnicalAssistanceFunds	195 970	10 226	-19 623	186 573	-24 946	251	161 878	161 878	-
LSOZ28XS	x-LRD TechAssistancePool2	93 205	4 863	-	98 068	-3	861	98 926	98 926	-
LSOZ29XS	IFAD Miscellaneous	12 132	633	-	12 765	-1 335	65	11 495	11 495	-
LSOZ30XS	FAO Miscellaneous	30 031	1 567	-	31 598	-	277	31 875	31 875	-
LSOZ31XS	LRD Administration	85 233	4 447	14 321	104 001	-57 657	-728	45 616	45 616	-
LSOZ33XS	ACIAR	3 300	172	11 501	14 973	-14 997	-92	-116	-	-116
LSOZ34XS	Climate Change Mainstreaming	-	-	71 138	71 138	-71 398	-9	-269	-	-269
LFAA01PS	GR NZ Aid Programme fund - 2014	-	-	162 886	162 886	-102 096	2 126	62 916	62 916	-
	PÊCHE, AQUACULTURE ET ÉCOSYSTÈMES MARINS	6 481 816	-1 715	10 230 189	16 710 290	-10 994 033	1 273	5 717 530	6 060 188	-342 658
	Programme pêche côtière - Nouméa	1 484 432	-	3 108 463	4 592 895	-2 508 546	-	2 084 349	2 154 858	-70 509
	Programme pêche côtière - Nouméa	1 484 432	-	3 108 463	4 592 895	-2 508 546	-	2 084 349	2 154 858	-70 509
FCCM01PN	PF-Fisheries Management	-	-	-	-	2 345	-	2 345	2 345	-
FCCA02XN	Taiwan Aqua Market & Fin	7 480	-	-	7 480	-3 573	-	3 907	3 907	-
FCCA03PN	DFAT Australia - tagged aquaculture funding	-	-	-	-	-290	-	-290	-	-290

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
FCCA07XN	ACIAR - Mini-projects	99 701	-	-	99 701	-40 646	-	59 055	59 055	-
FCCA12XN	AusAid Mariculture	53 983	-	209 231	263 214	-203 841	-	59 373	59 373	-
FCCA13XN	AUSaid Aquaculture Freshwater	28 850	-	5 19 527	548 377	-278 837	-	269 540	269 540	-
FCCA14XN	ACIAR FIS / 2010 / 057	-2 849	-	16 683	13 834	-3 824	-	10 010	10 010	-
FCCA15XN	ACIAR FIS / 2012 / 076	148 089	-	309 907	457 996	-274 760	-	183 236	183 236	-
FCCA16XN	Aquaculture Consultancy/ EU Project	-	-	6 981	6 981	-3 909	-	3 072	3 072	-
FCCA17XN	ACIAR/JCU Pearl Aquaculture	-	-	11 989	11 989	-29 296	-	-17 307	-	-17 307
FCFP05PN	CFP NZAID 2014-2016 Allocation	-	-	218 953	218 953	-155 150	-	63 803	63 803	-
FCFP07PN	NC Programme Grant	-	-	97 894	97 894	-51 831	-	46 063	46 063	-
FCFP14XN	Coast.Fisheries Mgt Meetg	6 135	-	-	6 135	-	-	6 135	6 135	-
FCFP16XN	Reg. Strat Plan /Coast Fish	5 131	-	-	5 131	-	-	5 131	5 131	-
FCFP17XN	Developing Kiribati Ecosystem Fisheries Mgmt Prog	4 257	-	-	4 257	-	-	4 257	4 257	-
FCFP23XN	Fisheries awareness material production	2 614	-	-	2 614	-	-	2 614	2 614	-
FCFP24XN	HEADS-FISHERIES MEETING	26 191	-	-	26 191	-	-	26 191	26 191	-
FCFP28XN	SPC-GIZ Climate Change Coastal	-9 447	-	138 943	129 496	-121 843	-	7 653	7 653	-
FCFP29XN	CBFM for Kiribati	23 448	-	33 563	57 011	-34 448	-	22 563	22 563	-
FCFP30XN	CBFM for Vanuatu	-580	-	26 811	26 231	-40 508	-	-14 277	-	-14 277
FCFP35XN	Resources Materials	7 337	-	3 773	11 110	-53	-	11 057	11 057	-
FCDV05XN	Fad Research	1 601	-	2 818	4 419	-	-	4 419	4 419	-
FCFP38XN	Fish SILAGE	6 224	-	2 710	8 934	-49	-	8 885	8 885	-
FCFP39XN	Sport Fishing Development	7 199	-	-	7 199	-1 306	-	5 893	5 893	-
FCDV06XN	Fisheries Training (N.Z.)	85 204	-	182 267	267 471	-189 804	-	77 667	77 667	-
FCDV13XN	Seafood quality & value-ad	7 780	-	-	7 780	-	-	7 780	7 780	-
FCFP48XN	Sea Safety Projects	9 198	-	-	9 198	-	-	9 198	9 198	-
FCFP49XN	Fisheries Officer Training	37 894	-	-37 894	-	-	-	-	-	-
FCFP50XN	AusAid Exports	194 524	-	249 895	444 419	-318 385	-	126 034	126 034	-
FCFP52XN	Tonga demersal line project (Niwa)	-	-	-	-	-26 475	-	-26 475	-	-26 475
FCFP57XN	Devfish	-	-	-	-	-41	-	-41	-	-41
FCFP65XN	Live reef fish	270 244	-	189 323	459 567	-369 235	-	90 332	90 332	-
FCFP72XN	CFP General Projects	63 271	-	393	63 664	-5 422	-	58 242	58 242	-
FCFP73XN	Coastal Climate Change AusAid	27 374	-	-	27 374	-	-	27 374	27 374	-
FCFP74XN	Bldg Clim Resilience & Coast Res Gov Capacity Fiji	387 282	-	-	387 282	-59 548	-	327 734	327 734	-
FCFP75XN	Bldg Capacity of Tokelau Coast Fish Managers	38 106	-	-	38 106	-6 728	-	31 378	31 378	-
FCFP77XN	SPC-IRD Deployment of Temperature Loggers -CC	12 147	-	-	12 147	-	-	12 147	12 147	-
FCFP78XN	CFP NZAID 2013 Allocation	64 527	-	-	64 527	-64 095	-	432	432	-
FCFP79XN	AUSAID Coastal Climate Change Monitoring Phase II	-128 483	-	284 388	155 905	-168 024	-	-12 119	-	-12 119
FCFP81XN	FPF Connaissance Ciguatera dans le Pacifique	-	-	11 933	11 933	-781	-	11 152	11 152	-
FCFP82XN	NZAID Kiribati Sustainable Coastal Fisheries Pgm	-	-	382 554	382 554	-40 861	-	341 693	341 693	-
FCFP83XN	DFAT CBFM Workshop March 2014	-	-	245 821	245 821	-17 328	-	228 493	228 493	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE DE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE DE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DETENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
	Programme pêche côtière - Suva	-32 876	-1 715	340 398	305 807	-295 323	1 273	11 757	54 627	-42 870
	Programme pêche côtière - Suva	-32 876	-1 715	340 398	305 807	-295 323	1 273	11 757	54 627	-42 870
FCCA07XS	Aquaculture Project	-12 860	-671	53 167	39 636	-49 920	-5	-10 289	-	-10 289
FCCA13XS	Nabua Aquaculture Miscellaneous	-16 273	-849	174 893	157 771	-179 317	-305	-21 851	-	-21 851
FCDV14XS	x-Safety At Sea Con (T0300412)	-3 743	-195	-	-3 938	-6 529	-263	-10 730	-	-10 730
FCCA15XS	Acquaculture - Community Based	-	-	112 338	112 338	-59 557	1 846	54 627	54 627	-
	Programme pêche hauturière	2 732 180	-	6 150 040	8 882 220	-5 548 226	-	3 333 994	3 370 806	-36 812
FOFS02PN	OFF NZAP Recurrent Funding 2014-2016	-	-	303 709	303 709	-120 898	-	182 811	182 811	-
FOFS03PN	OFF DFAT(AusAID) recurrent funding	-	-	-	-	-292	-	-292	-	-292
FOFS04XN	OFF - SCIFISH -OCT	-	-	6 802	6 802	-	-	6 802	6 802	-
FOFS10XN	O.F.P. General - Y2K	132 840	-	146 164	279 004	-182 524	-	96 480	96 480	-
FOFS13XN	Pac.Fish.Rech.Progr-01-Uoh	205 289	-	-	205 289	-44 280	-	161 009	161 009	-
FOFS15XN	Regional Tagging Project	253 893	-	92 586	346 479	-328 580	-	17 899	17 899	-
FOFS16XN	WCPFC	283 206	-	1 008 863	1 292 069	-889 527	-	402 542	402 542	-
FOFS18XN	Japan Trust Fund	232 734	-	114 527	347 261	-171 001	-	176 260	176 260	-
FOFS21XN	WCPFC ROP Data Management	190 893	-	715 065	905 958	-719 754	-	186 204	186 204	-
FOFS23XN	AusAid FFA Advice	160 832	-	209 508	370 340	-212 010	-	158 330	158 330	-
FOFS26XN	NZAIID Observer Programme	166 789	-	238 237	405 026	-352 521	-	52 505	52 505	-
FOFS28XN	AUSAID Tuna Monitoring project	222 967	-	786 856	1 009 823	-348 759	-	661 064	661 064	-
FOFS29XN	AUSAID Snapper project	-65 065	-	463 513	398 448	-235 441	-	163 007	163 007	-
FOFS30XN	SFC-GIZ Climate Change Oceanic	6 206	-	158 163	164 369	-164 335	-	34	34	-
FOFS31XN	Connaissance de l'espace Maritime de la NC	-10 755	-	90 950	80 195	-77 794	-	2 401	2 401	-
FOFS32XN	Programme Observateur Polynésie Française	-5 584	-	186 854	181 270	-212 160	-	-30 890	-	-30 890
FOFS34XN	PNA Scientific Support - PEW	115 801	-	322 613	438 414	-438 414	-	-	-	-
FOFS35XN	BMIS Development (ISF/MWF funding)	-2 248	-	2 248	-	-	-	-	-	-
FOFS36XN	AAMP Characterization of NC Pelagic Ecosystems	-19 204	-	37 590	18 386	3 425	-	21 811	21 811	-
FOFS37XN	OFF NZAIID Services 2013	109 310	-	-	109 310	-101 110	-	8 200	8 200	-
FOFS38XN	NZ Tuna Science & Information Services 2013-2015	483 414	-	673 582	1 156 996	-625 479	-	531 517	531 517	-
FOFS39XN	Marie Curie Advances Models 4 Fisheries (AMFISALS)	186 802	-	-	186 802	-120 898	-	65 904	65 904	-
FOFS40XN	FPF Bioeconomic modelling	46 539	-	-	46 539	-	-	46 539	46 539	-
FOFS41XN	ISSF Electronic Monitoring Trials	37 521	-	-	37 521	-	-	37 521	37 521	-
FOFS42XN	ISSF E-Monitoring Project (2014-2016)	-	-	586 670	586 670	-204 401	-	382 269	382 269	-
FOFS43XN	BMIS Development (ISSF)	-	-	11 170	11 170	-1 473	-	9 697	9 697	-
	Projets extérieurs - Ressources marines - Nouméa	132 005	-	46 543	178 548	-115 504	-	63 044	105 212	-42 168
FDA001XN	CRISP - Fonds Pacifique	-44 439	-	2 393	-42 046	-122	-	-42 168	-	-42 168
FDA002XN	CRISP France	9 697	-	42 168	51 865	-9 697	-	42 168	42 168	-
FDA003XN	FREM_PCC	168 682	-	-	168 682	-105 638	-	63 044	63 044	-
FDA004XN	CRISP Extra	-1 935	-	1 982	47	-47	-	-	-	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT RECU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DETENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
	Total de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	2 166 075	-	584 745	2 750 820	-2 526 434	-	224 386	374 685	-150 299
FDA25XN	AusAid Marine Resources Project	-50 882	-	50 907	25	-25	-	-	-	-
FDA26XN	SciCOFish Project - Coastal & Oceanic YEAR 1	-2 272	-	2 272	-	-	-	-	-	-
FDA27XN	DevFish Phase II	750 511	-	-	750 511	-405 764	-	344 747	344 747	-
FDA28XN	SciCOFish Project - Coastal & Oceanic YEAR 2	-16 261	-	16 261	-	-42	-	-42	-	-42
FDA30XN	SciCOFish Project - Coastal & Oceanic YEAR 3	92 156	-	1 253	93 409	-93 367	-	42	42	-
FDA31XN	FPF - OCT Participation in Fisheries	42 653	-	-	42 653	-38 021	-	4 632	4 632	-
FDA32XN	SciCOFish Project - Coastal & Oceanic YEAR 4	1 336 360	-	-	1 336 360	-1 419 809	-	-83 449	-	-83 449
FDA02PN	NZAid - South South Cooperation	-	-	24 721	24 721	-1 617	-	23 104	23 104	-
FDA33XN	AusAid Pacific Engagement on BBNJ	-	-	5 084	5 084	-2 924	-	2 160	2 160	-
FDA34XN	SciCOFish Project - Coastal and Oceanic YEAR 5	-	-	296 845	296 845	-363 653	-	-66 808	-	-66 808
DIVISION ÉDUCATION, FORMATION ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN		1 510 667	90 864	5 150 251	6 751 782	-5 140 979	-9 474	1 601 329	1 833 856	-232 527
Département développement humain		-240 513	-512	1 684 858	1 443 833	-9 13 375	1 008	531 466	576 561	-45 095
Département développement humain		-230 714	-	1 250 615	1 019 901	-5 10 562	-	509 339	509 339	-
HHCM06XN	Cultural Development	6 226	-	-	6 226	-6 111	-	115	115	-
HHCM11XN	Supporting the Cult. Sector for Sustain Eco & HDP	6 189	-	-4 493	1 696	-1 696	-	-	-	-
HHWZ04XN	Fonds Pacifique - France	11 831	-	29	11 860	-11 151	-	709	709	-
HHWZ05XN	Projet Union des Femmes Francophones d'Outre Mer	16 143	-	-264	15 879	-15 879	-	-	-	-
HHZ11XN	Lifuka Island Climate Change	5 668	-	-4 226	1 442	-1 442	-	-	-	-
HHZ14XN	Progressing Gender Equality in PICT's	-276 771	-	1 259 569	982 798	-474 283	-	508 515	508 515	-
Promotion de la culture - Suva		-46 222	-2 412	302 807	254 173	-222 881	2 368	33 660	33 660	-
HHCM06XS	Cultural Development	-46 872	-2 446	50 488	1 170	-2 418	1 248	-	-	-
HHCM07XS	HDP Miscellaneous	650	34	27 970	28 654	-22 258	206	6 602	6 602	-
HHCM09XS	ACP Cultural Industries Project	-	-	202 594	202 594	-198 205	153	4 542	4 542	-
HHCM10XS	Commonwealth Foundation, Mapping the Pacific Film	-	-	21 755	21 755	-	761	22 516	22 516	-
Égalité des sexes - Suva		-	-	68 382	68 382	-109 359	-1 433	-42 410	2 685	-45 095
HHZ14XS	Progressiong Gender Equality in PICT's	-	-	32 313	32 313	-75 884	-1 524	-45 095	-	-45 095
HHZ18XS	Gender and Climate Change Training-GIZ	-	-	36 069	36 069	-33 475	91	2 685	2 685	-
Bureau de promotion des jeunes - Suva		36 423	1 900	63 054	101 377	-70 573	73	30 877	30 877	-
HHYM13XS	HDP Pacific Youth Council	41 634	2 172	23 409	67 215	-40 858	-226	26 131	26 131	-
HHYM14XS	PLP - AusAid Pacific Leadership Programme	-5 660	-295	39 645	33 690	-33 164	174	700	700	-
HHYM15XS	HDP/Youth	449	23	-	472	3 449	125	4 046	4 046	-
Centre de formation à l'éducation communautaire de la CPS		289 187	15 091	3 897	308 175	-145 561	-2 282	160 332	160 332	-
HCTT08XS	Building Improvement & Maint	14 173	740	-	14 913	-	131	15 044	15 044	-
HCTT09XS	Northern Pacific Training TROC	4 964	259	-	5 223	-	46	5 269	5 269	-
HCTT11XS	MSME Capacity Building	246	13	-	259	-	2	261	261	-
HCTT14XS	Business Advisory	2 677	140	-	2 817	-	25	2 842	2 842	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE DOUVERTURE	MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
HCTT15XS	Information Network	536	28	-	564	-	5	569	569	-
HCTT16XS	Healthy Lifestyle Project	8 760	457	-	9 217	-	81	9 298	9 298	-
HCTT17XS	Community Education Training - Operational	20 440	1 067	-	21 507	-	189	21 696	21 696	-
Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne (RRRT)										
HRZ01XS	RRRT-Small Grants	358 949	18 730	1 919 500	2 297 179	-2 226 287	-7 414	63 478	223 476	-159 998
HRZ02XS	RRRT-AUSAID	22 580	1 178	6 562	30 320	-19 578	-247	10 495	10 495	-
HRZ03XS	RRRT-Pac Island HIV and STI Response Fund	94 956	4 955	1 602 803	1 702 714	-1 854 778	-7 934	-159 998	-	-159 998
HRZ04XS	EU/ERT/RRRT/Solomon Islands Project	54 647	2 851	-	57 498	-56 043	-1 455	-	-	-
HRZ05XS	PLP - Lobbying	-39 467	-2 059	35 983	-5 543	6 527	1 122	2 106	2 106	-
HRZ06XS	Eliminating Sexual/Gender based Violence-Kiribati-UN	25 164	1 313	96 914	123 391	-122 365	-658	368	368	-
HRZ07XS	Pacific Fund to End Violence Against Women	1 456	76	-	1 532	-	13	1 545	1 545	-
HRZ08XS	Pacific Is ratification-human right treaties -PIFS	35 350	1 845	107 054	144 249	-83 952	1 134	61 431	61 431	-
HRZ09XS	Universal Periodic Review - Round 2	164 263	8 571	-	172 834	-59 832	-575	112 427	112 427	-
HRZ10XS		-	-	70 184	70 184	-36 266	1 186	35 104	35 104	-
Conseil océanien d'évaluation pédagogique (SPBEA) - Suva										
BATA01XS	Projects	1 103 044	57 555	1 541 996	2 702 595	-1 855 756	-786	846 053	873 487	-27 434
BAPA01XS	Pacific Benchmarking for Education Results	175 356	9 150	28 834	213 340	-97 598	-785	114 957	114 957	-
BAAA01XS	Literacy and Numeracy	188 778	9 850	786 289	984 917	-814 771	747	170 893	170 893	-
BACA01XS	SPBEQ Projects	741 620	38 697	22 123	802 440	-363 888	-5 103	433 449	433 449	-
BADA01XS	Pacific Qualification Register	10 932	570	25 197	36 699	-62 915	-1 218	-27 434	-	-27 434
BAEA01XS	Research, Monitoring & Evaluation - LANA(MOE-Fiji)	-113 800	-5 938	557 806	438 068	-352 708	6 121	91 481	91 481	-
BASA01XS	Scholarship	8 843	461	2 403	11 707	-2 343	84	9 448	9 448	-
		91 315	4 765	119 344	215 424	-161 533	-632	53 259	53 259	-
DIVISION SANTÉ PUBLIQUE										
		7 171 579	-210 619	2 881 727	9 842 687	-7 305 529	131 153	2 668 811	2 922 992	-254 681
Division santé publique - Nouméa										
		7 271 062	-	-1 823 790	5 447 272	-4 297 664	-	1 149 608	1 404 289	-254 681
Division santé publique										
PPAA01XN	Response Fund Donor Funding	7 271 062	-	-1 823 790	5 447 272	-4 297 664	-	1 149 608	1 404 289	-254 681
PPAA02XN	National Allocations for Forum Island Countries	8 139 959	-	-8 139 958	1	-1	-	-	-	-
PPAA03XN	Capacity Development Organisations	1 472 533	-	-1 472 532	1	-1	-	-	-	-
PPAA04XN	Community Action Grants	467 477	-	-467 476	1	-1	-	-	-	-
PPAA05XN	Competitive Grants	816 692	-	-816 692	1	-1	-	-	-	-
PPAA06XN	Regional Priorities	1 013 839	-	-1 013 838	1	-1	-	-	-	-
PPAA07XN	Allocations to support program- Grants	1 631 126	-	-1 631 125	1	-1	-	-	-	-
PPAA08XN	Rapid Response	-1 969 871	-	1 969 774	-97	97	-	-	-	-
PPAA09XN	Operational Support Cost	11 880	-	-11 880	-	-	-	-	-	-
PPAA10XN	Evaluation and Research	-5 616 923	-	5 792 373	175 450	-175 450	-	-	-	-
PPAA11XN	Fund Committee Costs	-236 964	-	236 965	1	-1	-	-	-	-
PPAA12XN	PRHP Grants	-123 928	-	123 928	-	-	-	-	-	-
PPAA13XN	Response Fund DU Disease Control HIVSTI	220 247	-	-220 247	-	-	-	-	-	-
PPAA14XN	Response Fund OOD Mgmt Support	-	-	-	-	-	-	-	-	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
PPAA15XN	Response Fund OOD M&E	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PPAA16XN	Response Fund Health Advancement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PPAA17XN	Response Fund Consolidated	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PPAA18XN	Response Fund - No cost extension	-	-	363 701	363 701	-480 177	-	-116 476	-	-116 476
PPAA26XN	HIV SGS Surv ROC1 - MI	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PPAA31XN	DU DC HIVAIDS - Joint Proj. - France	439	-	-	439	-	-	439	439	-
PRAA01XN	DUDC HIVSTI Global Fund	26 683	-	-	26 683	-160 725	-	-134 042	-	-134 042
PPAA33XN	DU DC HIVAIDS ADB	37 048	-	-	37 048	-37 048	-	-	-	-
PGMU01XN	GMU Global Fund Primary	-66 584	-	1 530 631	1 464 047	-1 377 357	-	86 690	86 690	-
PPAA49XN	HAU HPL NCD 2-1-22 AUSAid NZAID	406 921	-	122 860	529 781	-256 518	-	273 263	273 263	-
PPAA51XN	Commonwealth Secretariat Diabetes Workshop	41 076	-	-	41 076	-41 076	-	-	-	-
OOPA01XN	Joint Secretariat	56 491	-	-6 771	49 720	-53 841	-	-4 121	-	-4 121
PDA002XN	OOD Management Project	22 000	-	-	22 000	-	-	22 000	22 000	-
PRAA07XN	DU SOR Vector Surveillance & Control	-3 841	-	-	-3 841	3 841	-	-	-	-
PRAA08XN	DU SOR Influenza Surveillance - CDC 2	183 445	-	244 050	427 495	-211 868	-	215 627	215 627	-
PRAA09XN	DU SOR Lab Shipping Costs	6 685	-	-	6 685	-	-	6 685	6 685	-
PRAA19XN	Increased Understdg the Health Implicat of Clim Ch	23 322	-	117 343	140 665	-123 700	-	16 965	16 965	-
PRAA20XN	DU SOR - ROSSP PPHSN+	125 424	-	17 900	143 324	-71 762	-	71 562	71 562	-
PRAA21XN	SOR PPHS Network of Services	34 421	-	-	34 421	-34 421	-	-	-	-
PRAA22XN	Improving Public Health Data Capacity in the PI	85 958	-	14 026	99 984	16	-	100 000	100 000	-
PRAA23XN	Emergency assistance to FP - Zika	28 747	-	-	28 747	-22 242	-	6 505	6 505	-
PRAA25XN	DU DC TB Control France	3 631	-	-	3 631	1 313	-	4 944	4 944	-
PRAA26XN	DU DC TB Control Global Fund	155 405	-	112 313	267 718	-207 808	-	59 910	59 910	-
PRAA29XN	DU DC TB QTBEK Kiribati (AUSAid)	-1 003	-	-	-1 003	1 003	-	-	-	-
PRAA32XN	DU DC TB Diabetes Joint Study Kiribati	1 429	-	-	1 429	-1 429	-	-	-	-
PRAA33XN	Towards TB Elimination in Kiribati	258 786	-	494 827	753 613	-406 363	-	347 250	347 250	-
PRAA34XN	Pacific Operational Research Course	-38 934	-	38 959	25	-25	-	-	-	-
PDA006XN	2012 Postponed Activities	17 446	-	-	17 446	1 028	-	18 474	18 474	-
PDA008XN	GMU - Commitments	40 000	-	70 779	110 779	-61 240	-	49 539	49 539	-
PDA002PN	PF- Director's Office Management Support	-	-	42	42	-	-	42	42	-
PDA003PN	PF Health Admin. Sal.	-	-	-42	-42	-	-	-42	-	-42
PDA009XN	Regional Health Architecture NZAID	-	-	353 150	353 150	-291 196	-	61 954	61 954	-
PRAA02PN	NZAid -SOR PPHS Network of Services	-	-	353 150	353 150	-290 710	-	62 440	62 440	-
Division santé publique - Suva		-4 036 443	-210 619	735 282	-3 511 780	4 081 422	131 153	700 795	700 795	-
Section VIH/sida - Suva		-3 939 249	-205 547	70 306	-4 074 490	4 421 412	120 687	467 609	467 609	-
SHAF06XN	Allocations to support program- Grants	-945 808	-49 352	-	-995 160	969 976	25 184	-	-	-
PPAA58XS	Allocations to support program- Grants	-104 244	-5 439	-	-109 683	106 907	2 776	-	-	-
SHAF08XN	Operational Support Cost	-1 269 271	-66 230	-	-1 335 501	1 301 705	33 796	-	-	-
PPAA60XS	Operational Support Cost	-366 662	-19 132	-	-385 794	376 031	9 763	-	-	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE DOUVERTURE	MONTANT REQU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DEPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLOTURE	31.12.2014	SOMMES DETENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
SHAF09XN	Evaluation and Research	-746 295	-38 941	-	-785 236	765 365	19 871	-	-	-
PPAA61XS	Evaluation and Research	-36 783	-1 919	-	-38 702	37 723	979	-	-	-
SHAF10XN	Fund Committee Costs	-64 872	-3 385	-	-68 257	66 530	1 727	-	-	-
SHAF21XN	Response Fund DU Disease Control HIWSTI	-291 744	-15 223	-	-306 967	299 199	7 768	-	-	-
SHAF23XN	Response Fund OOD Mgmt Support	-3 005	-157	-	-3 162	3 082	80	-	-	-
SHAF24XN	Response Fund OOD M&E	-94 896	-4 952	-	-99 848	97 321	2 527	-	-	-
SHAF25XN	Response Fund Health Advancement	-368 776	-19 242	-	-388 018	378 199	9 819	-	-	-
PPAA53XS	National Allocations for Forum Island Countries	85 716	4 473	-	90 189	-57 038	-1 203	31 948	31 948	-
PPAA54XS	Capacity Development Organisations	1 272	66	-	1 338	-1 304	-34	-	-	-
PPAA55XS	Community Action Grants	-256	-13	-	-269	262	7	-	-	-
PPAA56XS	Competitive Grants	3 183	166	-	3 349	-3 264	-85	-	-	-
PPAA57XS	Regional Priorities	1 268	66	-	1 334	-1 300	-34	-	-	-
SHAR08XN	HIV SGS Surv ROC1 - MI	-851	-44	-	-895	872	23	-	-	-
PPAA71XS	HIV AIDS- NZAID	85 332	4 453	-	89 785	1 442	838	92 065	92 065	-
PGMU05XS	HIV-Global Fund	274 254	14 310	1 688	290 252	-116 532	-1 483	172 237	172 237	-
PPAA74XS	RF Treatment & Care Grant	-1 277	-67	1 310	-34	-	34	-	-	-
PPAA75XS	HIV General Management	-95 534	-4 985	50 125	-50 394	47 850	2 544	-	-	-
PPAA76XS	STIs/HIV Technical Response-RF No Cost Ext funds	-	-	17 183	17 183	5 322	787	23 292	23 292	-
PPAA77XS	Climate Change Funding (PHD Strategic Communica	-	-	-	-	14 922	522	15 444	15 444	-
PDAA10XS	PHD Strategic Plan Funding-RF No Cost Ext funds	-	-	-	-	128 142	4 481	132 623	132 623	-
Projet Fonds mondial - Suva		-136 485	-7 122	148 824	5 217	4 929	4 116	14 262	14 262	-
PGMU07XS	x-GlobalFund MeetingPIRCmeet2	-149 922	-7 823	148 824	-8 921	4 929	3 992	-	-	-
PGMU08XS	x-PPRSHN CINET Workshop	13 437	701	-	14 138	-	124	14 262	14 262	-
Gestion de la santé publique - Suva		-99 775	-5 206	598 531	493 550	-344 781	7 951	156 720	156 720	-
OOPA02XS	Joint Secretariat	-99 775	-5 206	598 531	493 550	-344 781	7 951	156 720	156 720	-
Promotion de la santé - Suva		80 327	4 191	-82 379	2 139	-	-2 139	-	-	-
PPAA81XS	Bloomberg TFK Tobacco Project	80 327	4 191	-82 379	2 139	-	-2 139	-	-	-
Surveillance de la santé publique - Suva		58 739	3 065	-	61 804	-138	538	62 204	62 204	-
PRAA48XS	INFLUENZA SURVEILL. - CDC	58 739	3 065	-	61 804	-138	538	62 204	62 204	-
Fonds mondial		3 936 960	-	3 970 235	7 907 195	-7 089 287	-	817 908	817 908	-
Global Fund		3,936,960	-	3 970 235	7 907 195	-7 089 287	-	817 908	817 908	-

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE	MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
DIVISION DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE										
	Tout Nouméa	7 145 072	370 898	8 080 584	15 596 554	-5 760 632	146 748	9 982 670	10 359 891	-377 221
	Tout Nouméa	37 011	-	-	37 011	-	-	37 011	38 762	-1 751
	EEAA02XN Energy General	-144	-	-	-144	-	-	-144	-	-144
	EEAA03XN Renewable Energy Efficiency Project (North-Rep)	-1 607	-	-	-1 607	-	-	-1 607	-	-1 607
	EEAA04XN Tepventes Meeting	38 762	-	-	38 762	-	-	38 762	38 762	-
	Département énergie	4 646 008	242 427	6 567 879	11 456 314	-3 917 490	135 570	7 674 394	7 872 521	-198 127
	Renforcement des capacités - Suva	-	-	1 640 178	1 640 178	-44 444	55 797	1 651 531	1 651 531	-
	EEBZ01XS Tech & Vocational Education Train- TVET	-	-	1 640 178	1 640 178	-44 444	55 797	1 651 531	1 651 531	-
	Pétrole et combustibles liquides - Suva	980 815	51 179	913 721	1 945 715	-400 920	26 987	1 571 782	1 584 225	-12 443
	EEFZ01XS Energy General	185 107	9 659	5 518	200 284	-11 377	1 504	190 411	190 411	-
	EEEZ01XS Pacific Appliance Labelling and Standards	795 708	41 520	824 565	1 661 793	-293 882	25 903	1 393 814	1 393 814	-
	EEEC01XS Preparation & Execution of Validation W/Shop-PCREE	-	-	52 659	52 659	-60 464	-273	-8 078	-	-8 078
	EEEZ02XS Global Market Efficient Lighting UNEP	-	-	30 979	30 979	-35 197	-147	-4 365	-	-4 365
	Énergie et genre - Suva	5 167	270	4 477	9 914	-9 776	-138	-	-	-
	EENZ01XS Integration of Gender to Climate Change Adaption	5 167	270	4 477	9 914	-9 776	-138	-	-	-
	Politiques/Planification - Suva	1 032 314	53 866	708 494	1 794 674	-893 621	3 058	904 111	907 508	-3 397
	EEPZ01XS Regional Energy Consultative Meeting - AusAID	18 239	952	-	19 191	-18 705	-486	-	-	-
	EEPZ02XS Energy Ministerial Meeting	46 570	2 430	-	49 000	-47 760	-1 240	-	-	-
	EEPZ03XS Energy Security in Pacific	36 449	1 902	-	38 351	-40 663	-1 085	-3 397	-	-3 397
	EEPZ01PS South-South Capacity Building NZ Prog Fnds	-	-	17 971	17 971	-	628	18 599	18 599	-
	EEPZ05PS Energy Australia Aid	-	-	690 523	690 523	-662 507	980	28 996	28 996	-
	Énergies renouvelables - Suva	2 627 712	137 112	3 301 009	6 065 833	-2 568 729	49 866	3 546 970	3 729 257	-182 287
	EERZ01XS Renewable Energy Nth Rep Project (FSM)	1 431 983	74 720	-	1 506 703	-1 644 702	-44 288	-182 287	-	-182 287
	EERZ02XS Renewable Energy Nth Rep Project (RMI)	326 473	17 035	-	343 508	139 974	7 909	491 391	491 391	-
	EERZ03XS Renewable Energy Nth Rep Project (Palau)	15 729	821	-	16 550	34 898	1 364	52 812	52 812	-
	EERZ04XS Renewable Energy Nth Rep (General)	815 783	42 567	2 998 950	3 857 300	-1 061 714	75 271	2 870 857	2 870 857	-
	EERZ05XS IRENA Initiative Pac Is. Deve. States	37 744	1 969	-	39 713	-12 622	-93	26 998	26 998	-
	EERZ06XS IRENA Joint Training Energy Data /Policy	-	-	45 320	45 320	-24 563	726	21 483	21 483	-
	EERZ07XS Renewable Energy PIC Workshop-US Embassy	-	-	256 739	256 739	-	8 977	265 716	265 716	-
	Département transports	2 462 053	128 471	1 512 705	4 103 229	-1 843 142	11 178	2 271 265	2 448 608	-177 343
	Total des projets liés au transport aérien - Suva	63 600	3 319	3 023	69 942	-65 040	-1 581	3 321	3 321	-
	ETAV01XS Aviation General	451	24	-	475	-463	-12	-	-	-
	ETAV02XS Aviation Technical, Policy & Security (PIFS)	63 149	3 295	3 023	69 467	-64 577	-1 569	3 321	3 321	-
	Tous les projets terrestres - Suva	-	-	-	-	-169 804	-5 938	-175 742	-	-175 742
	ETLT01XS EU - Micro Project Programme - Lautoka	-	-	-	-	-161 828	-5 659	-167 487	-	-167 487
	ETLT02XS EU-Sugarcane Rural Access Road Project	-	-	-	-	-7 976	-279	-8 255	-	-8 255

CODE DU BUDGET	DESCRIPTION	31.12.2013	VARIATION DE CHANGE D'OUVERTURE	MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS	TOTAL RECETTES	DÉPENSES	VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE	31.12.2014	SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS	SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS
Tous les projets maritimes - Suva		2 398 453	125 152	1 509 682	4 033 287	-1 608 298	18 697	2 443 686	2 445 287	-1 601
ETMT01XS	X- Small Is. States (SIS)- ForSec	7 352	384	-	7 736	-7 540	-196	-	-	-
EDAA01XS	Maritime Security PICT AusAID	590 975	30 837	-	621 812	-73 368	2 891	551 335	551 335	-
ETMT02XS	Port Integration - China	16 369	854	-	17 223	-16 789	-434	-	-	-
EDAA02XS	Seafarers Training - Multi	140 279	7 320	-	147 599	-308	1 285	148 576	148 576	-
ETMT03XS	IMO-International Maritime Organisation	67 184	3 506	102 853	173 543	-114 133	225	59 635	59 635	-
ETMT04XS	Domestic Ship Safety- Pilot Audits	40 240	2 100	-	42 340	-36 967	-922	4 451	4 451	-
ETMT03PS	South-South Capacity Building NZ Prog Fnds	-	-	25 574	25 574	-	894	26 468	26 468	-
ETMT04PS	Transport Australia Aid	-	-	1 228 708	1 228 708	-973 921	8 909	263 696	263 696	-
ETMT05XS	Internal Auditors Training Courses-AusAid	51 987	2 713	-	54 700	-53 314	-1 386	-	-	-
ETMT06XS	Transport Ministerial Meeting	88 902	4 639	-	93 541	-86 602	-2 207	4 732	4 732	-
ETMT07XS	Transport General	3 145	164	-	3 309	38 913	1 391	43 613	43 613	-
ETMT08XS	Improving Ports & Maritime Shipping Study - WB	-	-	30 077	30 077	-31 624	-54	-1 601	-1 601	-
ETMT09XS	Strengthen Consolidation Maritime Transp	-	-	44 035	44 035	-16 993	945	27 987	27 987	-
ETMT10XS	JICA- Improving Ports & Maritime Study NorthPac	-	-	48 742	48 742	-	1 704	50 446	50 446	-
ETMT11XS	EDD - AusAID Grant	1 391 228	72 594	20 198	1 484 020	-234 960	5 337	1 254 397	1 254 397	-
EEAA02XS	Energy General	-	-	5 158	5 158	-	180	5 338	5 338	-
EDAA04XS	EDD - Information and Publication	792	41	4 337	5 170	-692	135	4 613	4 613	-
DIVISION STATISTIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT										
Tout Nourméa		2 151 205	-	1 817 979	3 969 184	-3 065 298	-	903 886	1 079 237	-175 351
Tout Nourméa		2 151 205	-	1 817 979	3 969 184	-3 065 298	-	903 886	1 079 237	-175 351
SDDA03PN	NZAid - South South Cooperation	-	-	21 189	21 189	-1 386	-	19 803	19 803	-
SDDA04PN	Statistics NZAID 2014-2016 Allocation	-	-	211 691	211 691	-211 278	-	413	413	-
SDDA13XN	Heads Of Statistics Mtg	82 107	-	82 107	82 107	845	-	82 952	82 952	-
SDDA24XN	Stats Income-Miscellaneous	63 490	-	55	63 545	8 874	-	72 419	72 419	-
SDDA29XN	ABS PGSP Project	-	-	-1 172	-1 172	-	-	-1 172	-1 172	-
SDDA31XN	ADB / RETA 6414	131 579	-	-	131 579	-	-	131 579	131 579	-
SDDA33XN	AUSAid Census TA activities - 2009	245 436	-	-	245 436	4 586	-	250 022	250 022	-
SDDA36XN	Pohnpei Office	1 511	-	-	1 511	-9 868	-	-8 357	-8 357	-
SDDA38XN	AUSAID Strengthening Statistical Service 2010-2014	313 230	-	1 195 906	1 509 136	-1 399 384	-	109 752	109 752	-
SDDA37XN	Implementation Pilot Vanuatu Hybrid Survey M11/58	54	-	-55	-1	-	-	-1	-1	-
SDDA39XN	AUSAID Strengthening Stat. Service 2010-2014 (B)	1 322 240	-	-	1 322 240	-1 191 192	-	131 048	131 048	-
SDDA40XN	2012 Activities funded from 2011	90 593	-	-	90 593	-19 231	-	71 362	71 362	-
SDDA42XN	Statistics NZAID 2012-2016 Allocation	-199	-	200	1	-1	-	-	-	-
SDDA43XN	ADB-TA-7800	-192 108	-	262 530	70 422	-49 724	-	20 698	20 698	-
SDDA44XN	AFD / IMDN Project	43 343	-	-	43 343	-43 356	-	-13	-13	-
SDDA46XN	OECD/INSDS Workshop 19 Nov 2014-22 Jan 2015	-	-	30 668	30 668	-6 828	-	23 840	23 840	-
SZZZ01XN	PPAPD - UNFPA	-18 420	-	-	-18 420	18 420	-	-	-	-
HPRZ15XN	RRRT - EU Solomons Project	68 574	-	96 967	165 541	-192	-	165 349	165 349	-
HPRZ16XN	RRRT - EU Solomons Project Phase 2	-225	-	-	-225	-165 583	-	-165 808	-165 808	-
TOTAL GÉNÉRAL		49 544 505	1 264 387	54 258 028	105 066 922	-56 828 368	507 522	48 746 074	52 758 175	-4 012 101



NOTES RELATIVES AUX MÉTHODES COMPTABLES

1. Activité principale

L'activité principale du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS) consiste à entreprendre des travaux de recherche, à offrir une assistance technique et à proposer des formations en vue de promouvoir le développement économique et social de ses 22 membres insulaires océaniques.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers de la CPS sont présentées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées systématiquement à tous les exercices présentés.

2.1 Base d'établissement des états financiers

Les états financiers de la CPS sont établis conformément au règlement financier du Secrétariat général.

Les états financiers sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception des éléments mentionnés dans les méthodes comptables ci-après.

La direction doit faire preuve de jugement lorsqu'elle détermine certaines estimations comptables essentielles et applique les méthodes comptables de l'Organisation. Les points nécessitant des appréciations plus complexes et où les hypothèses et estimations ont un impact significatif sur les états financiers sont exposés au paragraphe 2.14.

Tous les montants figurant dans les états financiers sont exprimés en UCOM, c'est-à-dire en unités de compte de 100 francs CFP.

2.2 Comptabilité par fonds

La CPS utilise la méthode de la comptabilité par fonds, étant donné qu'une partie importante de ses recettes annuelles provient de différentes subventions et financements des bailleurs destinés à alimenter des projets précis.

La comptabilité de chaque fonds est tenue séparément dans l'ensemble du système comptable, ce qui permet d'exercer les contrôles nécessaires pour garantir que chaque fonds est utilisé aux seules fins auxquelles il est destiné.

Un fonds distinct est établi pour comptabiliser les montants reçus, les dépenses engagées et le solde net des fonds disponibles à reporter sur l'exercice financier suivant. Bien que la règle générale soit la méthode de la comptabilité d'engagement, lorsque des fonds sont engagés, la

comptabilité des projets spécifiques doit respecter les règles prescrites par les bailleurs de fonds. Certains d'entre eux exigent que les dépenses soient comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse.

Bien que les divers fonds ne soient disponibles que pour les fins précises auxquelles ils sont destinés et qu'ils soient comptabilisés séparément, il est jugé approprié, aux fins de leur présentation dans ces états financiers, de regrouper les recettes et les dépenses sous des intitulés récapitulatifs.

2.3 Devises

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments figurant dans les états financiers de la CPS sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel opère l'Organisation (« monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle des opérations effectuées aux Fidji est le dollar fidjien. Les opérations réalisées en Nouvelle-Calédonie sont exprimées en francs CFP. Les états financiers sont présentés en UCOM, monnaie de présentation du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique.

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en monnaie fonctionnelle de chaque antenne au cours de change en vigueur aux dates des transactions.

Les gains et pertes de change liés au règlement de telles transactions et à la conversion au cours de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont portés au compte de résultat.

Les comptes de l'antenne de Suva sont consolidés à la date de clôture, en convertissant les dépenses et les recettes au taux de change acheteur moyen pour l'exercice, et les actifs nets, au taux acheteur à la date de clôture.

Le taux moyen était de 47,76 francs CFP pour 1 dollar fidjien (en 2013, ce taux était de 49,00 francs CFP pour 1 dollar fidjien).

Le taux acheteur à la date de clôture était de 49,43 francs CFP pour 1 dollar fidjien (en 2013, ce taux était de 46,57 francs CFP pour 1 dollar fidjien).

2.4 Comptabilisation des produits

Contributions statutaires

Les contributions des pays membres sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et par référence au barème approuvé lors des conférences annuelles. Les contributions devant servir à couvrir les dépenses d'équipement sont virées au Crédit reporté et rapportées au compte de résultat sur la durée de vie utile des actifs.

Fonds non statutaires

Les fonds reçus des gouvernements et des organismes d'aide au titre de programmes de travail non statutaires sont utilisés aux fins établies par les bailleurs. Ces fonds sont comptabilisés séparément dans le système comptable et les dépenses sont enregistrées au titre de chaque fonds. Les produits sont généralement comptabilisés au moment de la réception des fonds afin de satisfaire aux règles prescrites par les bailleurs en matière de comptabilité.

Redevance administrative

Les produits perçus pour la gestion des fonds sont calculés sur la base d'un certain pourcentage des décaissements de fonds. Ils sont comptabilisés comme dépenses imputables au projet.

Intérêts courus

Les produits d'intérêts sont comptabilisés de façon linéaire.

Vente de biens

Les produits tirés de la vente de biens sont comptabilisés une fois que le Secrétariat général a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

2.5 Impôt sur le revenu

La Communauté du Pacifique est exonérée d'impôt sur le revenu.

2.6 Contrats de location

Tous les contrats de location de biens immobiliers, d'installations et d'équipements en vertu desquels les risques et avantages inhérents à la propriété reviennent de fait au bailleur sont classés en tant que contrats de location-exploitation. Les dépenses engagées au titre des contrats de location sont portées au débit du compte de résultat au fur et à mesure de leur décaissement, pendant toute la durée du bail.

2.7 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.8 Biens immobiliers, installations et équipements

Les biens immobiliers, installations et équipements sont comptabilisés à leur coût historique diminué des amortissements. Le coût historique comprend toutes les dépenses directement imputables à l'acquisition de l'élément. Les terrains ne sont pas amortis.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un actif distinct, le cas échéant, uniquement s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'Organisation et si le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable. Tous les autres coûts de réparation et d'entretien sont portés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

L'amortissement des actifs est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire pour ramener le coût de chaque actif à sa valeur résiduelle, compte tenu de sa durée d'utilité estimée. L'amortissement d'un bien immobilier, d'une installation et d'un équipement débute à partir du moment où celui-ci peut être utilisé et cesse dès qu'il est considéré comme détenu pour la vente ou cédé.

Le calcul des amortissements se fait en fonction des durées d'utilité estimées ci-après :

- Véhicules automobiles, matériel, mobilier, et agencements : 5 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Bâtiments : 66,6 ans

À la dotation aux amortissements pour l'exercice correspond un virement du poste Crédit reporté. Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque date de clôture.

La valeur comptable d'un actif est immédiatement ramenée à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de cet actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée. Les plus-values et moins-values de cession sont déterminées en comparant le produit de cession à la valeur comptable du bien. Elles sont comptabilisées au compte de résultat.

2.9 Inventaire

Les inventaires sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé selon la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS). La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé réalisable dans le cours normal d'exploitation, diminué des coûts de la vente.

2.10 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque l'Organisation devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers

i) Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils existent lorsque l'Organisation fournit de l'argent, des biens ou des services directement à un débiteur sans intention de négocier la créance.

Ils figurent parmi les éléments d'actif à court terme, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à 12 mois suivant la date de clôture, qui sont considérés comme des immobilisations. Les prêts et créances sont comptabilisés au bilan sous les rubriques Créances commerciales et Autres créances.

Les créances clients sont, dans un premier temps, évaluées à leur juste valeur, puis comptabilisées à leur coût amorti, déduction faite de la provision pour dépréciation. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe une indication objective de l'incapacité de l'Organisation à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Le montant de la perte de valeur représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière de l'emprunteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indications objectives de dépréciation d'une créance. Le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat.

ii) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont inscrits au bilan à leur coût historique. Ils comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue et les placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur, nets de découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent parmi les éléments de passif à court terme du bilan, dans la rubrique Emprunts.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont, dans un premier temps, évalués à leur juste valeur, puis comptabilisés à leur coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Compensation

L'Organisation compense un actif et un passif financier et présente un solde net si, et seulement si, elle dispose d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

2.11 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque l'Organisation a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'il existe un grand nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire à l'extinction de ces obligations est déterminée en considérant cet ensemble d'obligations comme un tout. Même si la probabilité de sortie pour chacun des éléments considérés isolément est faible, il peut être probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre cet ensemble d'obligations.

Les montants des provisions sont calculés en fonction de la valeur actuelle des dépenses attendues que l'Organisation pense nécessaires pour éteindre l'obligation, en utilisant un taux reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à cette obligation. L'augmentation de la valeur d'une provision pour refléter l'écoulement du temps est comptabilisée en coûts d'emprunt.

2.12 Pensions de retraite

L'Organisation a mis en place un régime à cotisations déterminées, dont les actifs sont détenus dans une caisse de retraite en fiducie distincte. Ce régime à cotisations déterminées est financé par l'Organisation. Un régime à cotisations déterminées est un régime de retraite en vertu duquel l'Organisation verse des cotisations fixes à une entité distincte. La CPS n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si la caisse n'a pas assez d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice considéré ou les exercices antérieurs. Les cotisations de l'Organisation à ce régime de retraite sont portées au compte de résultat de l'exercice concerné. La CPS n'a plus d'obligation de paiement une fois que les cotisations ont été versées. Le régime à cotisations déterminées est régi par le Règlement de la Caisse de prévoyance du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique.

2.13 Passif à long terme - Prêts au logement

Emprunts

Les emprunts contractés pour les logements du personnel sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des frais de transaction. Ils sont ensuite imputés à leur coût amorti. Tout écart entre les recettes et le montant du remboursement est comptabilisé de façon linéaire, sur toute la durée de l'emprunt. Les emprunts figurent parmi les éléments de passif à court terme, sauf lorsque l'Organisation dispose d'un droit inconditionnel de retarder le règlement de la dette pendant une durée d'au moins 12 mois suivant la date d'établissement du bilan.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement liés aux bâtiments sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.14 Estimations et jugements comptables déterminants

Les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugées raisonnables au vu des circonstances.

L'Organisation procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant sont analysées ci-après.

a) Avantages sociaux des agents

Les montants à prévoir au titre des salaires et des congés annuels, qui doivent être réglés dans un délai de 12 mois suivant la date d'établissement du bilan, sont comptabilisés dans les effets à payer, compte de régularisation et provisions pour les services rendus par le personnel jusqu'à la date de clôture et sont calculés en fonction des sommes qui devraient être payées au moment où ces montants sont fixés.

Le passif pour le rapatriement des expatriés est calculé en fonction des prix estimés des billets d'avion, des frais de voyage et de l'indemnité de déménagement. Aucun taux d'actualisation n'a été appliqué.

La provision pour les congés dans les foyers des expatriés est calculée sur trois ans, en utilisant une estimation de la taille moyenne des familles et des prix des billets d'avion.

2.15 Réserves

Trois catégories de réserves sont détenues conformément à la politique de l'Organisation en matière de réserves :

a) le **Fonds de réserve générale** regroupe l'ensemble des fonds liés aux activités inscrites au budget ordinaire, non affectés à un fonds particulier ;

b) les **Fonds particuliers sont constitués des fonds destinés à des utilisations particulières** et qui ne sont, en règle générale, pas disponibles pour d'autres fins que celles qui sont précisées ;

c) les **Fonds spéciaux regroupent** les montants cumulés réalisés au titre d'activités autofinancées (Gestion immobilière et Économat). Les recettes et les frais encourus au titre de ces activités n'apparaissent pas dans l'état des recettes et des dépenses liées aux activités courantes.

2.16 État des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie fait partie intégrante des états financiers. Il donne des informations sur les mouvements de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de l'Organisation. Voici quelques définitions des termes employés dans l'état des flux de trésorerie

- **Les postes d'exploitation** recouvrent l'ensemble des transactions et toutes les autres activités ne sont pas des activités d'investissement ou de financement.
- **Les placements** recouvrent les activités relatives à l'achat, à la maintenance et à la cession de biens immobiliers, d'installations et d'équipements, et de placements. Les placements peuvent inclure des titres ne répondant pas à la définition de la trésorerie.
- **La trésorerie et les équivalents de trésorerie** comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue et les placements à court terme, très liquides.

3. Gestion du risque financier

Facteurs de risques financiers

L'Organisation est exposée à une multitude de risques financiers, à savoir : le risque de marché (comme le risque de change), le risque de crédit, le risque de liquidité. Le programme de gestion des risques de la CPS, qui est axé sur le caractère imprévisible des marchés financiers, vise à réduire au minimum les effets potentiellement défavorables sur la santé financière de l'Organisation.

Le CRGA définit les principes de gestion des risques, ainsi que les politiques portant sur des questions particulières.

a) Risque de marché

Risques de change

L'Organisation est exposée au risque de change induit par les fluctuations du cours de change, et notamment du cours du dollar des États-Unis d'Amérique, du dollar australien et du dollar néo-zélandais. Elle est en particulier exposée au risque de change induit par les dons et transactions et les actifs et passifs enregistrés.

Pour maîtriser le risque de change, la CPS a ouvert des comptes bancaires en plusieurs monnaies afin de profiter de l'issue la plus favorable et de régler les engagements libellés en devises étrangères dans la devise utilisée par le bailleur pour verser des fonds.

Par ailleurs, une réserve pour variation de change a été créée (dans les Fonds particuliers) pour faire face aux fluctuations défavorables qui pourraient se produire dans les années à venir.

b) Risque de crédit

La direction a mis en place une politique en matière de crédit et le risque de crédit est évalué en permanence. Pour ce qui est des comptes clients, le risque de crédit est limité, puisque les contributions statutaires dues par les pays membres sont considérées comme des dettes souveraines. À la date de clôture, le risque de crédit était peu important.

c) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité implique de conserver un niveau suffisant de liquidités et de disposer

de ressources financières grâce à un montant d'espèces et des facilités de crédit appropriés.

d) Risque de flux de trésorerie et risque de taux d'intérêt

Étant donné que le passif productif d'intérêts de la CPS est réduit, les dépenses et les flux de trésorerie d'exploitation de l'Organisation sont en grande partie indépendants des fluctuations des taux d'intérêt du marché.

La CPS est exposée à un risque de taux d'intérêt induit par les éléments d'actif productifs d'intérêts (qui figurent dans la rubrique Trésorerie et équivalents de trésorerie). Les taux d'intérêt variables font courir à l'Organisation un risque de flux de trésorerie.

Les placements de fonds liquides sont limités aux institutions financières présentant un bon niveau de solvabilité.

4. Passif éventuel

Le Secrétariat général n'a pas de passif éventuel au 31 décembre 2014.

5. Engagements

Engagement de capitaux

Au 31 décembre 2014, le Secrétariat général a engagé des capitaux à hauteur de 325 231 UCOM pour effectuer des travaux de climatisation dans les locaux de Nouméa.

6. Assurance

Le Secrétariat général a souscrit une assurance équivalant à la valeur de remplacement de ses immobilisations.

7. Événements survenant après la date de clôture des comptes

Depuis la fin de l'exercice, il n'est pas intervenu de circonstance, autre que celle qui est mentionnée dans les états financiers ou les notes y afférentes, qui ait eu ou pourrait avoir une incidence majeure sur les activités du Secrétariat général, les résultats de ces activités ou la bonne marche du Secrétariat général au cours des exercices futurs.

Informations supplémentaires

Recettes par source de financement pour l'exercice 2014 (en UCOM)

MEMBRES DE LA CPS	Statutaire	Recettes non statutaires	Total	% des recettes totales	Équivalence en USD**
MEMBRES DE LA CPS					
MEMBRES MÉTROPOLITAINS					
Australie	10 810 000	10 507 509	21 317 509	28.85 %	21 723 743
France	2 863 920	238 477	3 102 397	4.20 %	3 161 517
Nouvelle-Zélande	2 050 000	4 874 084	6 924 084	9.37 %	7 056 032
Étas-Unis d'Amérique	1 417 665	1 305 058	2 722 723	3.69 %	2 774 608
MEMBRES INSULAIRES					
Samoa américaines	63 000	4 208	67 208	0.09 %	68 489
Îles Cook	52 000	4 360	56 360	0.08 %	57 434
États fédérés de Micronésie	63 000	5 104	68 104	0.09 %	69 402
Fidji	193 600	33 015	226 615	0.31 %	230 933
Polynésie française	130 000	195 537	325 537	0.44 %	331 741
Guam	69 000	4 609	73 609	0.10 %	75 012
Kiribati	69 300	4 629	73 929	0.10 %	75 338
Îles Marshall	52 000	3 473	55 473	0.08 %	56 530
Nauru	55 100	3 680	58 780	0.08 %	59 900
Nouvelle-Calédonie	640 000	196 801	836 801	1.13 %	852 747
Niue	42 000	2 805	44 805	0.06 %	45 659
Îles Mariannes du Nord	63 000	4 208	67 208	0.09 %	68 489
Palau	52 000	3 473	55 473	0.08 %	56 530
Papouasie-Nouvelle-Guinée	360 000	442 231	802 231	1.09 %	817 519
Pitcairn	42 000	2 805	44 805	0.06 %	45 659
Samoa	86 600	5 784	92 384	0.13 %	94 145
Îles Salomon	136 600	10 041	146 641	0.20 %	149 435
Tokelau	55 100	3 680	58 780	0.08 %	59 900
Tonga	75 600	27 859	103 459	0.14 %	105 431
Tuvalu	55 100	42 624	97 724	0.13 %	99 586
Vanuatu	86 600	5 784	92 384	0.13 %	94 145
Wallis et Futuna	42 000	4 665	46 665	0.06 %	47 554
TOTAL MEMBRES	19 625 185	17 936 503	37 561 688		38 277 477

Recettes par source de financement pour l'exercice 2014 (suite)

NON MEMBRES					
	Statutaire	Non statutaire	Total	% des recettes totales	Équivalence en USD**
AAMP (Agence des Aires Maritimes Protégées)	-	37 589	37 589	0,05 %	38 305
ACIAR	-	1 042 140	1 042 140	1,41 %	1 061 999
BAsD	-	262 531	262 531	0,36 %	267 534
AFD	-	593 912	593 912	0,80 %	605 230
Centre asiatique de préparation aux catastrophes	-	30 546	30 546	0,04 %	31 128
Bureau australien de météorologie	-	657 288	657 288	0,89 %	669 814
Centres de lutte contre la maladie des États-Unis (CDC)	-	244 050	244 050	0,33 %	248 701
Fonds du Commonwealth	-	175 086	175 086	0,24 %	178 423
CTA	-	67 205	67 205	0,09 %	68 486
UE	-	19 310 476	19 310 476	26,14 %	19 678 463
FAO	-	449 351	449 351	0,61 %	457 914
FFA	-	583 249	583 249	0,79 %	594 364
Fonds Pacifique	-	29 833	29 833	0,04 %	30 402
Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique (FIP)	-	29 048	29 048	0,04 %	29 602
Fonds mondial	-	6 173 798	6 173 798	8,36 %	6 291 448
Agence allemande de coopération technique (GIZ)	-	714 895	714 895	0,97 %	728 518
FIDA	-	157 615	157 615	0,21 %	160 619
OMI	-	102 852	102 852	0,14 %	104 812
ICLARM	-	46 028	46 028	0,06 %	46 905
ISSF	-	623 531	623 531	0,84 %	635 413
Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)	-	45 320	45 320	0,06 %	46 184
Université James Cook	-	45 264	45 264	0,06 %	46 127
Japon	-	140 456	140 456	0,19 %	143 133
Service des pêches de la Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	99 734	99 734	0,13 %	101 635
OCDE	-	36 815	36 815	0,05 %	37 517
Autres partenaires	-	886 890	886 890	1,20 %	903 791
PROE	-	41 475	41 475	0,06 %	42 265
Nations Unies - Autres	-	334 400	334 400	0,45 %	340 772
PNUD	-	383 889	383 889	0,52 %	391 205
UNESCO	-	19 275	19 275	0,03 %	19 642
UNICEF	-	152 821	152 821	0,21 %	155 733
Université de Guam	-	73 675	73 675	0,10 %	75 079
WCPFC	-	1 745 912	1 745 912	2,36 %	1 779 183
Banque mondiale	-	820 310	820 310	1,11 %	835 942
Organisation mondiale de la Santé	-	164 266	164 266	0,22 %	167 396
NON MEMBRES	-	36 321 525	36 321 525		37 013 681
Autres recettes	-	-	-		-
TOTAL RECETTES	19,625,185	54 258 028	73 883 213	100 %	75 291 158

* 1 USD = 98,13 francs CFP

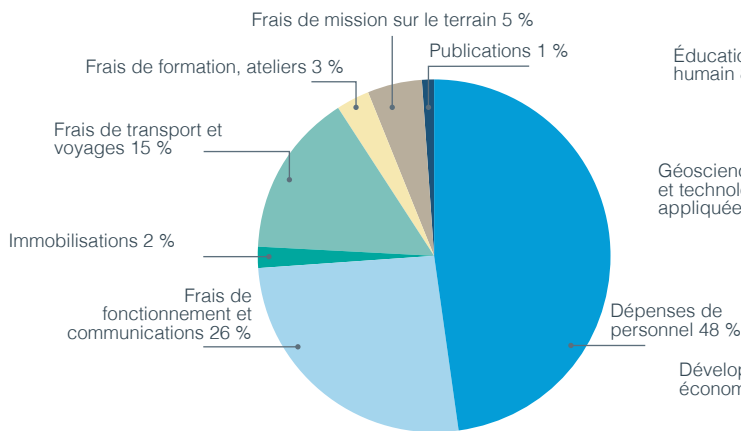
Informations statistiques

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
1 PROFIL DU PERSONNEL							
A. SEXE							
Femmes	197	200	239	273	289	311	328
Hommes	197	196	212	279	294	293	326
Total	394	396	451	552	583	604	654
Pourcentage de femmes	50 %	51 %	53 %	49 %	50 %	51 %	50 %
Pourcentage d'hommes	50 %	49 %	47 %	51 %	50 %	49 %	50 %
POSTES À RECRUTEMENT INTERNATIONAL							
Femmes	78	71	110	93	106	112	125
Hommes	128	120	162	167	178	183	209
Total	206	191	272	260	284	295	334
Pourcentage de femmes	38 %	37 %	40 %	36 %	37 %	38 %	37 %
Pourcentage d'hommes	62 %	63 %	60 %	64 %	63 %	62 %	63 %
B. NATIONALITÉ/CATÉGORIE DE PERSONNEL							
Océaniens	93	89	152	139	160	145	156
Autres	113	102	120	121	124	150	178
Total recrutés à l'international	206	191	272	260	284	295	334
Pourcentage d'Océaniens	45 %	47 %	56 %	53 %	56 %	49 %	47 %
Pourcentage Autres	55 %	53 %	44 %	47 %	44 %	51 %	53 %
Total recruté à l'échelon local	188	205	179	292	299	309	320
Total	394	396	451	552	583	604	654
Pourcentage recruté à l'échelon international	52 %	48 %	60 %	47 %	49 %	49 %	51 %
Pourcentage recruté à l'échelon local	48 %	52 %	40 %	53 %	51 %	51 %	49 %
C. DIVISION							
Bureau du Directeur général	2	4	2	46	43	40	33
Services généraux	53	67	70	89	-	-	-
Gestion des divisions/soutien	46	46	61	57	-	-	12
Opérations et gestion	-	-	-	-	145	167	163
Ressources sociales	59	62	60	-	-	0	0
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	76	74	66	82	85	88	84
Ressources terrestres	95	71	72	59	69	83	91
Santé publique	63	72	64	54	57	45	56
Développement économique	-	-	29	28	31	31	43
Géosciences et technologies appliquées	-	-	0	68	64	77	91
Éducation, formation et développement	-	-	27	69	70	55	59
Statistique pour le développement	-	-	-	-	19	18	22
Total	394	396	451	552	583	604	654

Informations statistiques (suite)

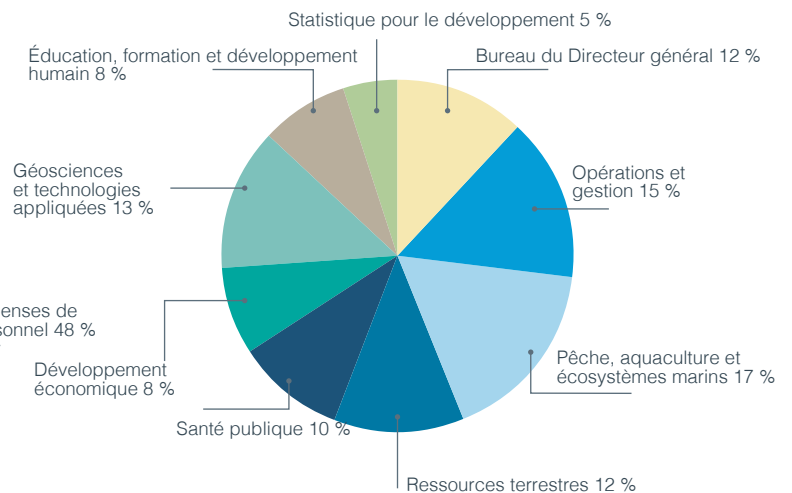
2. PROFIL DE FINANCEMENT ENGAGÉ	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Montants réels	Montants réels	Montants réels	Montants réels	Montants réels	Montants réels	Montants réels
A. CATÉGORIE DE RECETTES (en UCOM)							
Recettes statutaires :							
Contributions statutaires	8 221 832	8 221 832	8 714 673	9 427 370	9 481 332	10 693 900	11 431 265
Intérêts bancaires	460 041	175 938	310 393	419 215	595 492	481 100	230 077
Redevance administrative	1 522 068	2 022 113	2 383 690	2 919 799	3 786 297	3 265 200	4 091 376
Divers/Tranferts	1 798 568	1 468 596	2 695 911	2 374 622	1 783 548	10 689 619	10 613 213
Total recettes statutaires	12 002 509	11 888 479	14 104 667	15 141 006	15 646 669	25 129 819	26 365 931
Recettes non statutaires	46 098 743	62 834 627	70 041 870	75 366 611	98 475 588	82 967 711	57 527 083
Total recettes	58 101 252	74 723 106	84 146 537	90 507 617	114 122 257	108 097 530	83 893 014
Pourcentage des recettes statutaires	21 %	16 %	17 %	17 %	14 %	23 %	31 %
Pourcentage des contributions statutaires	14 %	11 %	10 %	10 %	8 %	10 %	14 %

État des dépenses par activité pour 2014



Activité	UCOM
Dépenses de personnel	39 238 845
Frais de fonctionnement et communications	21 352 529
Immobilisations	1 774 239
Frais de transport et voyages	12 571 457
Frais de formation ateliers	2 447 482
Frais de mission sur le terrain	3 773 283
Publications	520 584
Total	81 678 419

État des dépenses par division pour 2014



Programme	UCOM
Bureau du Directeur général	10 136 500
Opérations et gestion	12 313 830
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	13 678 515
Ressources terrestres	9 519 891
Santé publique	8 474 202
Développement économique	6 258 832
Géosciences et technologies appliquées	10 388 032
Éducation, formation et développement	6 840 236
Statistique pour le développement	4 068 381
Total	81 678 419

CAISSE DE PRÉVOYANCE

ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORTS
DES VÉRIFICATEURS DES COMPTES
POUR L'EXERCICE 2014



AMK/LK/A15.0978

RAPPORT DE VÉRIFICATION INDÉPENDANTE DES COMPTES DU FONDS DE PREVOYANCE À L'ORGANE DIRECTEUR DU SECRETARIAT DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

Nous avons contrôlé les comptes annuels du Fonds de Prévoyance du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (« CPS ») joints au présent rapport, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2014, l'état des recettes et des dépenses, et l'état des mouvements de trésorerie du fonds pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales procédures comptables et d'autres notes annexes.

Responsabilité du Directeur général au regard des états financiers

Le Directeur général de la CPS est tenu d'élaborer et de présenter fidèlement les comptes annuels du Fonds, conformément aux dispositions du Règlement financier de l'Organisation afférents au Fonds. Ace titre, il doit mettre en œuvre et veiller à l'application du dispositif de contrôle interne relatif à l'élaboration et à la présentation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives commises par fraude ou par erreur, choisir et appliquer les procédures comptables appropriées et procéder à des estimations comptables raisonnables au vu des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer notre opinion sur ces comptes. Nous avons conduit notre audit conformément aux normes internationales d'audit et aux dispositions du Règlement financier de l'Organisation afférents au Fonds. Selon ces normes et ces dispositions, nous sommes tenus de respecter les règles éthiques relatives à l'audit des comptes, et de planifier et de réaliser cet audit de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Pour déterminer les procédures, l'auditeur met en œuvre son jugement professionnel après évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers, commises par fraude ou par erreur. Pour évaluer ces risques, le vérificateur examine le contrôle interne applicable à la préparation et à la présentation fidèle des états financiers de l'organisation, afin de concevoir des procédures de vérification appropriées au contexte, mais non pour se prononcer sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisation pris séparément. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

PricewaterhouseCoopers Audit Calédonie, 6 rue Jean Jaurès, B.P. 4049 - 98846 NOUMEA Nouvelle-Calédonie
T : +687 286100, F : +687 286199, necontacts@nc.pwc.com

Société de Commissaires aux comptes, Membre de la Compagnie Régionale de Nouméa. RCS Nouméa B 329862 - Ridet 329862.001



Opinion sur les comptes

À notre avis,

- a) les états financiers du Fonds de Prévoyance du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique ont été préparés dans tous leurs aspects significatifs pour présenter la situation financière du Fonds au 31 décembre 2014, ainsi que ses résultats pour l'exercice s'achevant à cette date, en conformité avec les articles du Règlement financier de l'Organisation afférents au Fonds ; et
- b) les registres comptables ont été tenus conformément à l'article 38 du Règlement financier de l'Organisation.

Autres Informations

Excepté la vérification indépendante des comptes de l'Organisation (dont celle des projets), nous ne fournissons aucun autre service au Secrétariat général de la Communauté du Pacifique,

Nouméa, le 4 septembre 2015

PriceWaterhouseCoopers Audit Calédonie



Anne-Marie Klotz
Associée

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique
Caisse de prévoyance

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM)	2014	2013
ACTIF		
Placements		
Dépôts à terme - Nouméa	4 950 000	4 800 000
Dépôts à terme - Suva	3 412 239	2 885 761
Prêts aux adhérents - Nouméa	72 841	106 915
Prêts aux adhérents - Suva	175 163	151 268
Prêts à la CPS - Nouméa	213 732	247 122
Prêts à la CPS - Suva	-	-
Liquidités sur comptes courants		
Nouméa	260 246	280 608
Suva	105 058	131 982
Intérêts à recevoir et autres		
Nouméa	46 198	2 644
Suva	25 994	24 512
TOTAL ACTIF	9 261 471	8 630 812
MOINS PASSIF		
Intérêts comptabilisés d'avance - Nouméa	(3)	(920)
Intérêts comptabilisés d'avance - Suva	(4 378)	(201 720)
Autres	(276)	-
ACTIF NET DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE	9 256 814	8 428 172
SOIT :		
Solde des comptes des adhérents - Nouméa	5 542 738	5 234 649
Solde des comptes des adhérents - Suva	3 714 076	3 193 523
TOTAL SOLDE DES COMPTES DES ADHÉRENTS	9 256 814	8 428 172



Colin Tukuitonga
DIRECTEUR GÉNÉRAL



Cameron Diver
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
(OPÉRATIONS ET GESTION)

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique
Caisse de prévoyance

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM)	2014	2013
RECETTES		
Intérêts perçus - Nouméa	92 550	70 523
Intérêts perçus - Suva	103 247	98 462
TOTAL INTÉRÊTS PERÇUS	195 797	168 985
MOINS DÉPENSES		
Frais bancaires - Nouméa	(193)	(1 278)
Frais bancaires - Suva	(453)	(277)
	(646)	(1 555)
RECETTES NETTES TRANSFÉRÉES AU COMPTE D'AFFECTATION	195 151	167 430
COMPTE D'AFFECTATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014		
RECETTES NETTES PROVENANT DE L'ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES		
Nouméa	92 357	69 245
Suva	102 794	98 185
	195 151	167 430
INTÉRÊTS VERSÉS AUX ADHÉRENTS		
Intérêts crédités aux comptes des adhérents		
Période de 6 mois échue au 30 juin - Nouméa	(46 178)	(53 943)
Période de 6 mois échue au 30 juin - Suva	(51 397)	(49 093)
Période de 6 mois échue au 31 décembre - Nouméa	(46 179)	(15 302)
Période de 6 mois échue au 31 décembre - Suva	(51 397)	(49 092)
	(195 151)	(167 430)

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique
Caisse de prévoyance

COMPTES DES ADHÉRENTS		
MOUVEMENTS AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014	2014	2013
SOLDE D'OUVERTURE AU 1^{er} JANVIER		
Cotisations des adhérents et intérêts	4 378 906	5 312 778
Ajustement du solde d'ouverture des cotisations des adhérents - Nouméa	(2 189 700)	-
Contributions de la CPS	4 049 266	2 902 834
Ajustement du solde d'ouverture des contributions de la CPS - Nouméa	2 189 700	-
	8 428 172	8 215 612
SOMMES VERSÉES		
Cotisations des adhérents - Nouméa	775 224	790 280
Cotisations des adhérents - Suva	727 540	861 515
Contributions de la CPS - Nouméa	682 613	618 491
Contributions de la CPS - Suva	591 559	678 315
	2 776 936	2 948 601
Intérêts crédités aux adhérents - Nouméa	92 357	69 245
Intérêts crédités aux adhérents - Suva	102 794	110 032
	195 151	179 277
Ajustements de change - Suva	207 085	(283 739)
SOLDE DES COMPTES DES ADHÉRENTS AVANT PAIEMENT DES INTÉRÊTS	11 607 344	11 059 751
DÉDUCTIONS		
Investissements de la Caisse de prévoyance prélevés pendant l'exercice :		
Nouméa	(758 489)	(1 191 853)
Suva	(1 108 426)	(1 075 423)
Retraits durant l'année - Nouméa	(483 615)	(364 303)
TOTAL DÉDUCTIONS	(2 350 530)	(2 631 579)
SOLDE DE CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE	9 256 814	8 428 172
SOLDE DES COMPTES DES ADHÉRENTS		
Cotisations des adhérents et intérêts - Nouméa	2 872 664	2 679 780
Cotisations des adhérents et intérêts - Suva	1 928 099	1 713 371
Contributions de la CPS - Nouméa	2 670 075	2 554 869
Contributions de la CPS - Suva	1 775 015	1 508 641
Ajustements de change - Suva	10 961	(28 489)
SOLDE DE CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE	9 256 814	8 428 172

Notes relatives aux méthodes comptables

Généralités

La Communauté du Pacifique dispose, à l'intention de ses agents, d'une Caisse de prévoyance du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (« la Caisse »), qui fonctionne depuis le 1^{er} janvier 1953, et a pour but de dégager la CPS de l'obligation et/ou de la responsabilité, le cas échéant, d'assurer une retraite aux membres de son personnel.

La Caisse est gérée par le Secrétariat général qui l'administre conformément aux termes du Règlement de la Caisse de prévoyance (le « Règlement »).

Sous réserve du Règlement et de toutes les directives émises par le Secrétariat général conformément à celui-ci, le Directeur général détient et peut exercer les pouvoirs et attributions que le Règlement confère au Secrétariat général, à l'exception de l'article 26 relatif aux amendements.

Tout adhérent peut néanmoins interjeter appel de toute décision prise par le Directeur général dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions devant la Commission paritaire de recours conformément aux dispositions du chapitre XIII des Statuts du personnel.

Méthodes comptables particulières et notes relatives aux comptes de la Caisse de prévoyance

1. Exercice comptable

La période comptable correspondant à ces comptes est celle de l'exercice allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

2. Monnaie

Tous les fonds de la Caisse destinée au personnel de Nouméa, constitués des cotisations des adhérents et des contributions de l'employeur, sont investis à Nouméa en francs CFP, tandis que tous les fonds de la Caisse de prévoyance destinée au personnel de Suva sont investis à Suva en dollars fidjiens.

3. Taux de change

Aux fins de la consolidation en fin d'exercice des fonds de la Caisse de prévoyance de Suva avec ceux de la Caisse de Nouméa, les intérêts et le capital de la Caisse de Suva ont été convertis en francs CFP au taux de change fixé pour l'achat des devises en vigueur au 31 décembre 2014, soit 49 francs CFP pour un dollar fidjien.

4. Prêts consentis aux adhérents

Sont consentis aux adhérents des prêts à court terme sur les fonds placés en leur nom dans la Caisse. Conformément à la politique du Secrétariat général, les adhérents peuvent emprunter un montant équivalant à 90 % des fonds détenus en leur nom dans la Caisse, sous réserve qu'ils prennent des dispositions pour rembourser ce prêt sur une période ne pouvant dépasser 12 mois. Le taux d'intérêt annuel de ces emprunts est de 3,67 % (soit un taux supérieur de 2 % au taux moyen pondéré des intérêts perçus sur les investissements de la Caisse), au 31 décembre 2014.

5. Prêts consentis aux adhérents

Le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique a contracté un emprunt auprès de la Caisse de prévoyance afin de faire l'acquisition de nouveaux logements pour son personnel en Nouvelle-Calédonie. Cet emprunt, minoré du capital remboursé, est comptabilisé dans l'actif de la Caisse. Les produits d'intérêts sont comptabilisés de façon linéaire sur toute la durée de l'emprunt dollars fidjiens.

Membres du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique

Australie, Îles Cook, États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Guam, Kiribati, Nauru, Niue, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Wallis and Futuna.

*La science, le savoir et l'innovation
au service du développement durable du Pacifique*